

## Aujourd'hui



### C6 CORMORAN

Louise Cousineau reprend sa chronique en prédisant que le teleroman *Cormoran* nous captivera autant que *Le Temps d'une paix*.

### B1 PREMIERS MINISTRES

Les provinces renoncent à manifester leur préférence pour les compagnies locales dans l'octroi des contrats gouvernementaux.

### B3 IRAK

Sans écarter l'éventualité d'une solution diplomatique à la crise du Golfe, le président Bush souligne que « cela prendra du temps ».

## Sommaire

**Annonces classées**

- immobilier ..... D1 à D8
- marchandises ..... D8
- emplois ..... D9 à D12
- automobiles ..... D12 à D14
- propositions d'affaires ..... E2

**Alim. Consomm. .... C1 à C3**

**Arts et spectacles**

- informations ..... C6, C7
- horaires ..... C8

**Bandes dessinées ..... D4**

**Bridge ..... D8**

**Carrières et prof. .... C4, C5**

**Décès ..... B4**

**Economie ..... E1 à E6**

**Editorial ..... B2**

**Êtes-vous observateur? ... D1**

**Feuilleton ..... D3**

**Horoscope ..... D2**

**Le monde ..... B3**

**Loteries ..... A4**

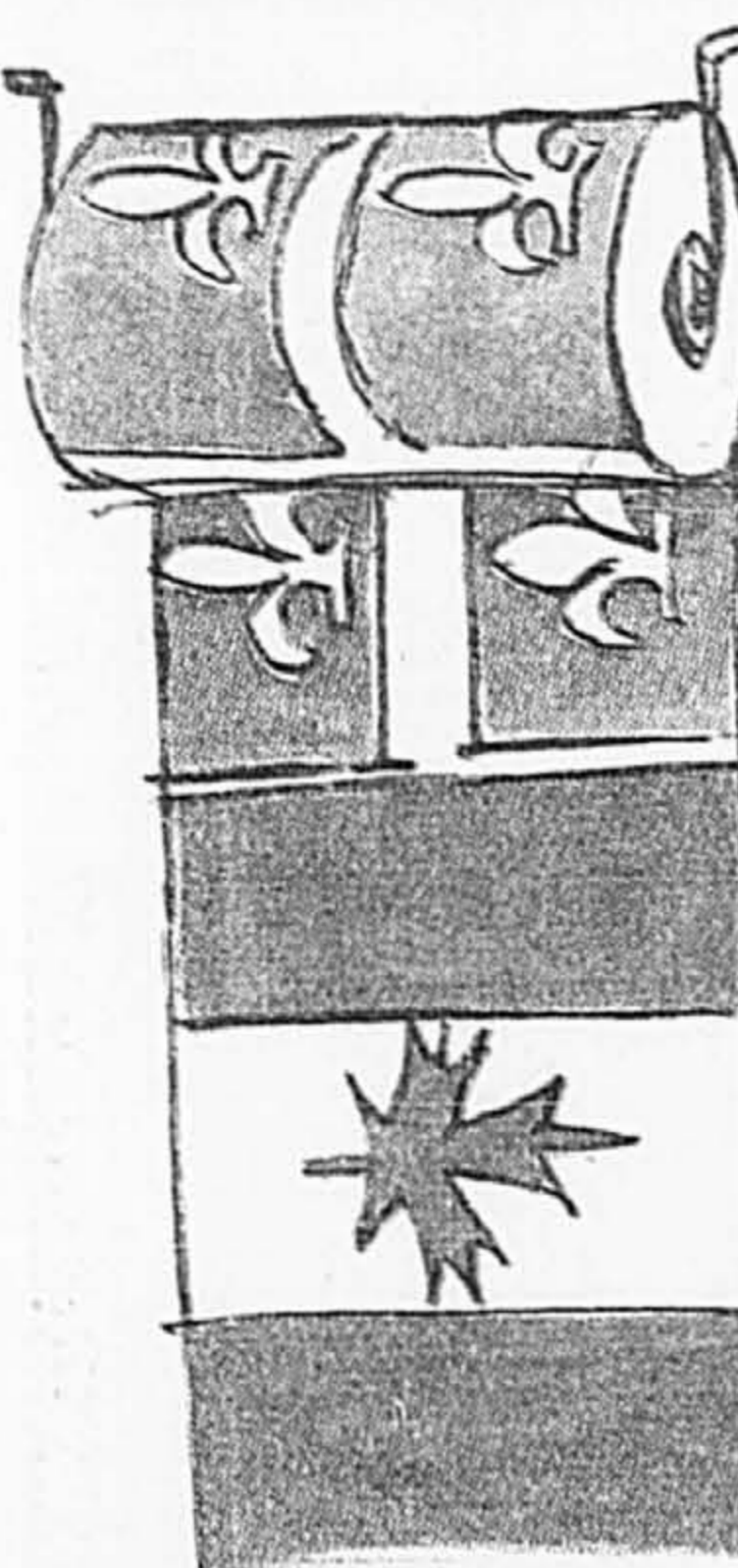
**Mots croisés ..... D5, A10**

**«Mot mystère» ..... D6**

**Television ..... C6, C7**

**Tribune libre ..... B2**

**PAPIER HYGIÉNIQUE POUR WARRIORS.**  
OFFERT GRACEUSEMENT PAR NOS GOUVERNEMENTS



# L'armée se déploie près de Montréal

## Plus de 2600 militaires seront prêts à intervenir en cas d'urgence

ROBERT LEFEBVRE  
de la Presse canadienne  
VALCARTIER

L'armée est arrivée dans la région montréalaise la nuit dernière afin de prendre position pour intervenir rapidement s'il le faut à Oka et Kahnawake.

À la requête du gouvernement du Québec et sur l'ordre du lieutenant-général des Forces canadiennes Kent Foster, le brigadier général J.-Armand Roy a déployé

hier soir de la base de Valcartier 2629 militaires et 1144 véhicules qui devaient prendre position aux petites heures, ce matin, à quatre endroits stratégiques: Farnham et Saint-Rémi au sud de Montréal, ainsi que Blainville et Saint-Benoît, au nord.

Le brigadier général Roy établira son quartier général et les éléments de soutien à Longue-Pointe et Saint-Hubert.

Au cours d'une conférence de presse hier soir à Valcartier, le

brigadier général Roy a bien précisé qu'il n'était pas question pour l'instant de déplacer la troupe aux barricades d'Oka et Kahnawake et que ce déplacement constituait une mesure administrative seulement. « La nature précise de ma mission n'est pas encore déterminée ».

« Il s'agit d'augmenter notre souplesse et d'assurer au gouvernement du Québec une réponse professionnelle et rapide s'il devait faire appel à nos services

pour quelque mission que ce soit. »

Le long convoi, qui comprend 874 véhicules sur roues, 135 blindés sur chenilles et 135 autres blindés sur roues, a pris la route un peu après 21 h hier et il devait attendre les quatre points de ralliement par les autoroutes 20 et 40 au cours de la nuit.

Ce déplacement s'est effectué de nuit afin de réduire le plus possible les embouteillages sur les routes.

En plus de ces effectifs compris dans la 5<sup>e</sup> Brigade mécanisée du Canada, 12 hélicoptères du 430<sup>e</sup> Escadron doivent prendre part aux opérations, notamment pour faire de l'observation, a fait savoir le brigadier général Roy.

Chacun des militaires est muni de son arme personnelle, de modèle C-7, identique au modèle américain M-16.

Ce déploiement militaire, a en-

VOIR ARMÉE EN A 2

## Troisième soirée de violence à Châteauguay

PIERRE BELLEMARE  
et JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Deux de « l'intervention lointaine » des Forces canadiennes dans la région de Châteauguay, plus de cinq cents manifestants ont « renoué connaissance » hier soir avec l'escouade anti-émeute de la Sureté du Québec.

Un peu avant minuit, ils ont d'ailleurs arraisonné un camion remorqué de Steinberg, rempli d'épis de maïs, pour garnir leur stock de munitions qui, dans la soirée, se composait de pierres, de bouteilles, de pièces pyrotechniques, de rondelles de hockey et de balles de golf.

À travers cela, ils ont lancé d'autres cocktails molotov aux quelque 200 policiers de la SQ enquies et munis de boucliers protecteurs.

Deux d'entre eux ont toutefois été atteints assez gravement. L'un

par une pierre ou une brique — il était difficile de faire la distinction dans l'obscurité — et l'autre par un cocktail molotov qui a mis le feu à ses vêtements.

C'était la première fois, depuis dimanche après-midi, que la SQ affrontait la horde de manifestants, essentiellement composés de jeunes gens et d'adolescents, qui se défilait à qui mieux mieux sur les policiers, dont la patience a été tout à fait exemplaire.

Lors des manifestations nocturnes de dimanche et lundi, ce sont les agents de la Gendarmerie royale du Canada qui avaient pris la relève de leurs collègues de la SQ, dont les assauts du week-end ont été dénoncés par les dirigeants politiques locaux et même par leur propre état-major.

Ainsi, les policiers de la SQ n'ont que très peu réagi aux mouvements de foule, la nuit dernière, se contentant d'esquiver la

VOIR VIOLENCE EN A 2

## Les observateurs ne s'attendent pas à une partie de plaisir

JEAN-PAUL SOULIÉ

Les 24 observateurs dépêchés d'Europe par la Fédération internationale des droits de l'homme seront à pied d'œuvre dans les heures qui viennent aux huit points d'observation fixés par un accord intervenu hier entre la Nation Mohawk, les gouvernements du Canada et du Québec et la Fédération.

Le rôle des observateurs sera de veiller à la mise en œuvre des trois points de l'entente conclue dimanche à la suite de la médiation du juge en chef de la Cour supérieure Alan B. Gold. Mais le juge Gilbert Flamme, de France, qui dirige cette mission, a été bien incapable de prévoir quand elle se terminera.

« Nous ne savons rien du calendrier, ni de l'ordre du jour, ni du lieu où auront lieu les négociations, a expliqué le juge Flamme, et nous ne nous attendons pas à ce que ce soit facile. Ce ne sera pas une partie de plaisir. »

La Fédération internationale des droits de l'homme a formé un comité de coordination présidé par le juge Flamme, auquel participent Gilles Tardif, vice-président de la Fédération internationale et de la Fédération canadienne des droits de l'homme et membre du conseil d'administration de la Ligue des droits de la personne du Québec, et Gerald McKenzie, président de cette même ligue.

Les 24 observateurs pourront circuler librement à Kanesatake et Kahnawake et ils pourront effectuer leur travail d'observation aux huit points fixés par l'entente d'hier. Leur nombre et leur localisation pourront être régulièrement révisés en fonction de la situation.

De plus, les observateurs poursuivront leur mission dans les négociations, toujours à titre de simples observateurs. Ces négociations débiteront dès que les observateurs de la Fédération internationale seront en poste.

VOIR PLAISIR EN A 2



Un militaire passe quelques derniers instants en compagnie de sa petite fille, à Valcartier, avant de rejoindre la 5<sup>e</sup> Brigade mécanisée, dont plusieurs unités ont été dépêchées hier près de Montréal.

## Les cinq signataires de l'entente de dimanche sont tous liés aux Warriors

BRUNO BISSON

Les cinq Mohawks qui ont signé, dimanche à Oka, l'entente arrachée par le médiateur nommé dans le conflit et juge en chef de la Cour supérieure Alan B. Gold, sont tous liés aux Warriors et aux traditionalistes du Longhouse.

La Presse a appris, hier, l'identité des cinq Mohawks qui ont paré l'entente en utilisant leur nom en langue Mohawk. L'entente a été signée par le ministre fédéral des Affaires indiennes et du

Nord, Tom Siddon, et le ministre délégué aux Affaires autochtones du Québec, M. John Ciaccia.

Seuls deux des cinq signataires sont de Kanesatake, soit Walter David Sr et son fils Walter David Jr, des militants connus du Longhouse traditionaliste qui dirige les premières barricades à Oka, en mars, pour protester contre l'aménagement d'un terrain de golf.

Les trois autres Mohawks sont Frank Natawe, un ex-sous-chef traditionnel, membre du Longhouse radical de Kahnawake, impliqué dans l'organisation des

«super-bingos» et possédant des liens étroits avec les Warriors; Alan McNaughton, un chef de la réserve ontarienne Six-Nations, près de Brantford en Ontario, et dont la légitimité est contestée par la Confédération des Six Nations Iroquoises; et John Maracle, de la réserve de Tyendinaga, près de Belleville en Ontario.

À l'exception de ce dernier, les signataires de cette entente sont tous connus pour être sympathisants des Warriors. Aucun d'en-

VOIR WARRIORS EN A 2

## Québec, via la RIO, pourrait mettre 50 millions\$ dans les Expos

DENIS ARCAND

Devant la nette insuffisance de fonds privés réunis jusqu'à présent au Québec pour acheter les Expos de Montréal, le gouvernement provincial envisagera ce matin d'acquiescer entre 30 et 50 p. cent de l'équité de l'équipe, soit de 30 à 50 millions \$ US si on se fie au prix de 100 millions \$ souvent évoqué depuis que la mise en vente de l'équipe.

L'appel à l'aide du président des Expos, Claude Brochu, a été lancé lundi après-midi lors d'une

rencontre entre ce dernier et le premier ministre Robert Bourassa, a appris La Presse.

Ce projet est à l'ordre du jour du Conseil des ministres d'aujourd'hui, mais la «vente» de l'idée à l'ensemble des ministres risque d'être corseé, le cabinet étant divisé sur la question.

Quinze jours avant l'échéance fixée par l'actuel propriétaire des Expos, Charles Bronfman, le président de l'équipe, Claude Brochu, n'a toujours pas trouvé d'actionnaire principal. Un tel actionnaire, dont on attend qu'il assume environ 25 p. cent du prix

de vente, est indispensable pour arrimer les petits actionnaires qui se sont manifestés jusqu'à présent. L'action gouvernementale pourrait viser à convaincre certains hommes d'affaires québécois qui ont jusqu'à présent refusé l'invitation de Brochu.

Par ailleurs, la société Burns Fry, mandatée pour le recrutement d'investisseurs québécois, n'a pas espoir de trouver plus de la moitié des fonds privés au Québec. Selon une source, «des représentations ont commencé auprès d'Américains qui seraient intéressés à devenir actionnaires» d'un

partenariat majoritairement québécois mais dont le principal actionnaire serait un Américain.

### La RIO

L'hypothèse d'utiliser la Société de développement industriel ou la Société générale de financement comme instrument d'acquisition est actuellement à l'étude, mais c'est la Régie des installations olympiques qui est la plus sérieusement considérée. Des contacts au plus haut niveau ont déjà eu lieu à ce sujet entre l'organisme et les Expos.

D'ailleurs, le président de la

RIO, Pierre Bibeau, a été convoqué à Québec pour éclairer les délibérations du Conseil des ministres de ce matin.

Le financement de l'acquisition se ferait par un emprunt garanti par le Fonds spécial olympique, qui est mieux connu sous ses diverses appellations familiales telles que la «taxe des fumeurs» ou la «taxe sur la boucane», perçue sur le tabac au détail.

L'utilisation de la RIO par le gouvernement implique un changement à la Loi créant la Régie

VOIR EXPOS EN A 2

**NANTES**  
LA PORTE DE LA BRETAGNE

À PARTIR DE **349\$**  
TAXE EN SUS  
VOL ALLER-RETOUR  
SELON DISPONIBILITÉ

**PARIS-NICE**  
**TOULOUSE-LYON**

À PARTIR DE **449\$**  
TAXE EN SUS  
VOL ALLER-RETOUR

PERMIS DU QUÉBEC  
**NOUVELLES FRONTIÈRES**  
**288-4800**  
800 EST, DE MAISONNEUVE (MÉTRO BERRI)

## SUIVRE DE LA UNE

## ARMÉE

L'armée se déploie près de Montréal core précise l'officier commandant, ne comprend aucun char d'assaut. Les véhicules blindés qui font partie des opérations servent surtout à transporter les troupes.

Le brigadier général a dit que cette mission ne constituait pas une gloire pour les soldats qui y participent. «Nous exécutons seulement les ordres, c'est tout ce que je peux vous dire.»

## Scènes émouvantes

Les manœuvres qui ont entouré ce déploiement militaire hier soir à Valcartier ont donné lieu à des scènes fort émouvantes.

Une cinquantaine de personnes, pour la plupart des jeunes femmes et leurs enfants, se sont massées à la sortie de la base dans l'espoir de reconnaître et de saluer un mari, un frère, ou un ami qui prenaient place dans les véhicules. Mais ces derniers sortaient à bonne vitesse et il était difficile d'identifier conducteurs et passagers.

«Moi, j'ai mon mari et mon frère qui partent cette nuit et je vous dis que je suis beaucoup de stress à cause de cette mission, confie Mme Nicole Pelletier, une jeune femme tenant dans ses bras un de ses deux enfants et cherchant à repérer son époux. Je pense qu'il a déjà quitté la base», dit-elle.

«Cette mission est bien différente de toutes les autres, explique Mme Pelletier. Quand nos maris s'en vont à Chypre ou en

Allemagne, ils savent et nous savons ce qu'ils feront. On sait à quoi s'attendre et on sait quand ils reviendront.

«Mais cette fois, c'est beaucoup plus stressant et mon mari était très stressé aujourd'hui. Comme les autres, il ne sait rien de ce qu'il va aller faire ni quand il va revenir», poursuit la jeune femme.

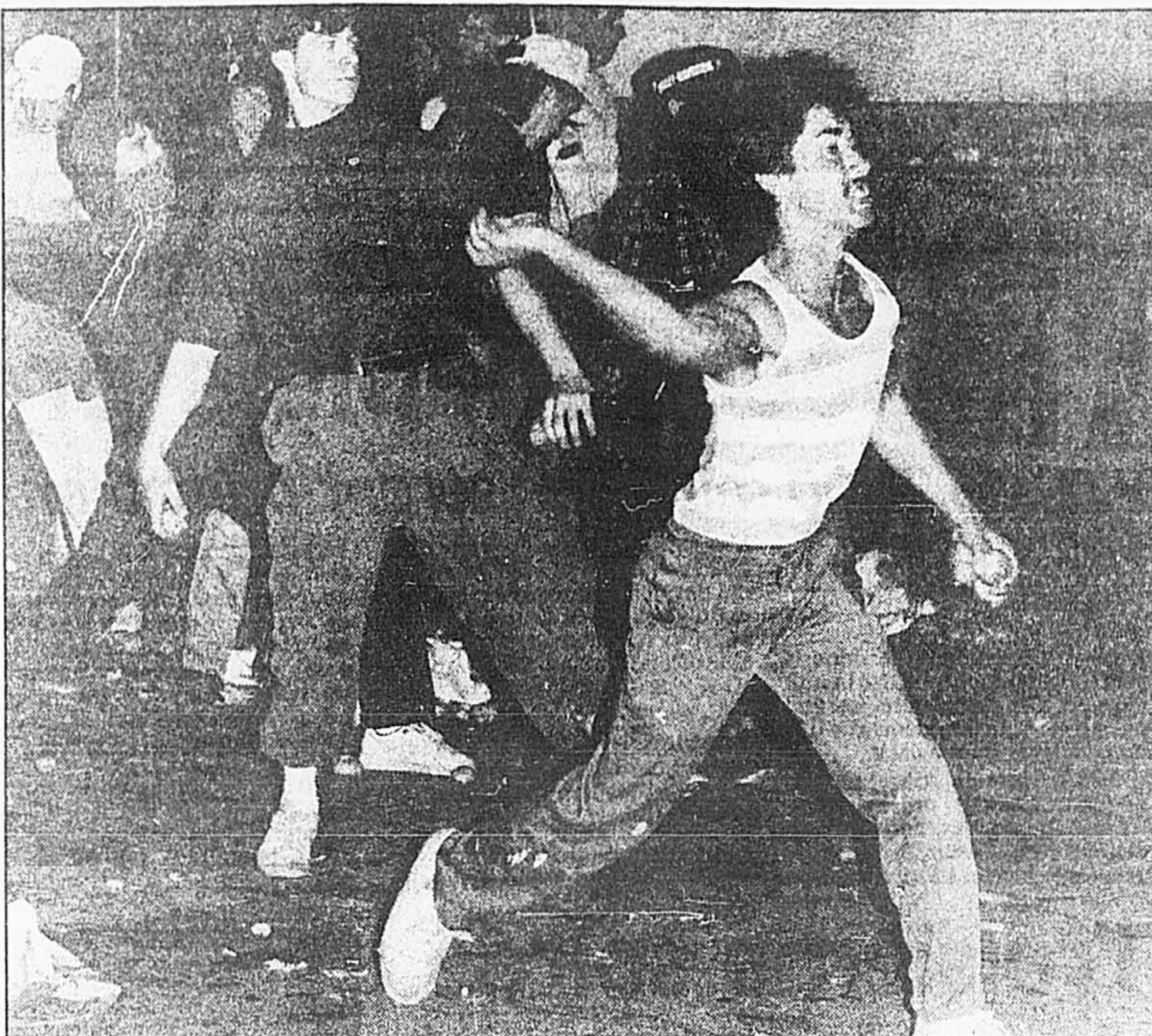
Elle raconte que les militaires membres de cette 5<sup>e</sup> brigade sont sur appel depuis mercredi dernier, moment où le premier ministre Bourassa a fait appel à l'armée. «Depuis ce temps-là, mon mari est demeuré sur la base et il n'a pu venir coucher à la maison. Tout était secret. Pas moyen de rien savoir.»

A Ottawa, le lieutenant-général Kent Foster a réitéré que «l'intervention militaire se fait et continuera de se faire dans un esprit pacifique et que toute autre activité de la part de l'armée sera rendu publique.»

Joe Deom, porte-parole des Mohawks, a indiqué que ce déploiement n'empêchera pas les négociations de débiter sous peu comme prévu.

«Nous avons déjà été informés par le ministre des Affaires autochtones John Ciaccia que les troupes interviendront seulement s'il y a de nouvelles émeutes à Châteauguay», a-t-il dit.

«C'est une décision logique. Nous l'attendions depuis plus d'une semaine», a déclaré M. Jocelyn Turcotte, président des policiers provinciaux du Québec (APPQ), le syndicat des agents de la Sûreté du Québec.



Une horde de manifestants, surtout de jeunes hommes et des adolescents, se sont défilés à qui mieux mieux sur les policiers, dont la patience a été tout à fait exéplaire. PHOTO RICHARD CODIN, La Presse

M. Turcotte a indiqué qu'il attendait «d'en savoir plus long sur leur mission exacte» avant de commenter davantage.

De son côté, le directeur du service des affaires publiques de la SQ, M. André Dugas, n'a voulu faire aucun commentaire. La Gendarmerie royale du Canada n'a pas été plus loquace. □

## VIOLENCE

Troisième soirée de violence à Châteauguay

pluie de projectiles qui étaient dirigés contre eux.

Vers 22h45, des manifestants ont mis le feu au pavillon touristique de Châteauguay, adjacent au lieu de l'affrontement. Les pompiers ont eu tôt fait de maîtriser ce début d'incendie, pendant que les jeunes continuaient de plus belle à jouer leur partie de souque à la corde avec les policiers, peu enclins à donner la riposte.

Les manifestants ont également defoncé une affiche lumineuse de la station Petro-Canada, malgré les gaz lacrymogènes qui, comme lors de l'assaut du 11 juillet à Oka, se retournaient vers les policiers et les journalistes en raison des vents contraires.

Quelques arrestations ont eu lieu pendant ces trois heures de manifestation, dont la répétition quotidienne laisse songeurs les chefs de file de Châteauguay. Ceux-ci, y compris le leader du Groupe Solidarité, Yvon Poitras, réitérent leur appel au calme et à la pacification des moyens de pression.

Il n'en demeure pas moins qu'ils exigent, au plus haut point, la présence des Forces canadiennes sur les barricades de Châteauguay, «avant que la marmite ne saute pour de bon», explique M. Poitras.

Lundi soir, la police avait procédé à 22 arrestations. Deux des personnes appréhendées, accusées de possession illégale d'armes à feu, ont comparu hier au Palais de justice de Valleyfield, tandis que les 20 autres ont été relâchées et comparaitront ultérieurement par voie de sommations.

## A Oka

Entre-temps, les maires du village et de la paroisse d'Oka voient dans l'arrivée de l'armée une suite logique aux récentes déclarations des premiers ministres Mulroney et Bourassa.

Pour leur part, des résidents et même des policiers ont accueilli cette nouvelle avec une certaine indifférence.

Le maire de la paroisse, M. Yvan Patry, s'est dit très satisfait du travail accompli par la Sûreté du Québec... «à Oka». «Par contre, voir l'armée pas loin de moi, ça me rassure si jamais la situation dure.»

De son côté, le maire du village, M. Jean Ouellette, a indiqué qu'il favorisait toujours une intervention pacifique des militaires.

Un homme âgé qui déboulait avec sa femme dans le secteur de la mairie, vers 21 h, a dit faire confiance au gouvernement, estimant que l'arrivée de l'armée ne changerait rien à sa façon de vivre.

Une femme interrogée dans la rue s'est aussi montrée indifférente. Tout comme quelques policiers qui venaient se restaurer après avoir été en poste durant plusieurs heures.

Quant au restaurateur Michel Beaulieu, il s'est dit «énervé» par la venue des militaires, même si quelques minutes auparavant, le ministre Claude Ryan l'avait assuré que les négociations se déroulaient très bien. «C'est la deuxième fois dans ma vie que je vais voir l'armée de près. La première est survenue en 1970», a-t-il précisé. □

## PLAISIR

Les observateurs ne s'attendent pas à une partie de plaisir

L'accord de dimanche dernier les Mohawks et les gouvernements du Canada et du Québec porte sur la libre circulation des biens et services à destination et en provenance des deux territoires Mohawks. Il assure également la libre circulation des leaders spirituels, mères de clan, chefs, conseillers et avocats désignés par la nation Mohawk. Il spécifie en outre que le groupe d'observateurs, qui a été présenté hier à la presse, «restera en poste jusqu'à ce que les barricades soient démantelées et les forces policières ou armées retirées.»

En fin de journée, un accord était enfin atteint. «L'entente signée aujourd'hui nous fixe un cadre étroit et précis pour notre travail, a expliqué le juge Flamme. Si des difficultés surgissent, nous les constaterons, nous ferons le point et saisissons la ou les parties concernées. A aucun moment, nous ne prendrons de décision, ni ne pratiquerons d'intervention.» Des rapports écrits décrivant les situations conflictuelles seront remis aux parties qui seront chargées d'apporter des solutions.

Pour le juge Flamme, le fait que les policiers de la Sûreté du Québec soient éventuellement remplacés en face des barricades mohawks par des soldats ne change rien à l'accord intervenu, puisque les deux types de forces de l'ordre y sont mentionnés. Les observateurs seront munis de brassards distinctifs mais le juge Flamme a rejeté l'idée de gilets pare-balles.

Les 24 observateurs sont restés muets pendant toute la conférence de presse mais ils ont répondu à certaines questions après. Sept viennent de France, onze de Suisse, trois de Grande-Bretagne, deux de RFA et une de Belgique, la présidente de la Fédération belge des droits de l'homme Sabine Missistrana. Un jeune Suisse, Christophe Buchwalder, est avocat stagiaire, David Goldberg, de Glasgow, est professeur de droit, Eckart Rotka, de Berlin, est juge. L'autre représentante de la RFA, Françoise Geiger, est la présidente de l'Association pour les peuples menacés tandis que Michèle Vignard, de Suisse, travaille pour une organisation non gouvernementale (ONG).

La plupart de ces observateurs ont déjà participé à des missions dans des pays d'Afrique ou d'Amérique du Sud. Ils sont tous actifs dans les fédérations de défense des droits de l'homme. Mais cette mission est une première pour eux comme pour la Fédération internationale. «C'est la première fois, a expliqué le juge Flamme, que nous acceptons une mission d'observation comme celle-ci. D'habitude, nous mettons sur pied des missions judiciaires ou des missions à thème, qui permettent d'établir des rapports.»

A Ottawa, le gouvernement fédéral a nommé hier un négociateur pour la troisième partie de ces négociations, l'ancien conseiller du premier ministre Mulroney, Bernard Roy. Mais il ne commencera à négocier qu'après que les barricades auront disparu et que le «conflit armé» sera réglé. Bernard Roy, selon le ministre des Affaires indiennes Tom Siddon, négociera un plan de développement économique et social pour la communauté de Kanesatake, à Oka.

Cette nomination ne concerne rien la mission des observateurs de la Fédération internationale, qui seront rentrés chez eux quand M. Roy se mettra au travail. Elle n'a pas impressionné non plus des résidents d'Oka, réfugiés dans l'hôtel de Dorval où la mission était présentée hier. «Ces négociations vont trainer en longueur jusqu'à ce que les Mohawks abattent leurs derniers cartes: la demande d'autonomie et l'amnistie pour les Warriors»,

soupirait un réfugié qui a réclamé l'anonymat. «Je serais vite la cible des Warriors, et j'ai peur. D'ailleurs, il y en a ici, dans cet hôtel. Pas des chefs, mais des jeunes qui se sont laissés entraîner. C'est drôle de les voir au restaurant après qu'ils aient pointé une arme sur moi, à Oka.» □

## WARRIORS

Les signataires de l'entente de dimanche sont tous liés aux Warriors tre eux n'est considéré comme un «modère».

Selon des Mohawks joints par La Presse hier, la présence des ministres Siddon et Ciaccia derrière les barricades de Kanesatake et leur signature au bas d'une entente satisfaisant à toutes les exigences des Warriors, pourraient mener à une prise de contrôle absolue de la «Nation Mohawk» par ce groupe de militants armés.

Par un curieux retour des choses, La Presse a appris que le ministre Ciaccia avait refusé, récemment, de négocier avec des représentants du Longhouse de Kahnawake parce qu'il doutait de leur représentativité au sein de leur communauté.

Dans une lettre adressée le 30 avril au coordonnateur du Longhouse de cette réserve, M. Kenneth Deer, M. Ciaccia annonçait qu'il ne pouvait poursuivre les négociations entamées en décembre sur des questions de revendications territoriales, de développement économique et d'administration de la justice.

Disant avoir été informé par le Grand Chef de la Confédération des Six Nations Iroquoises, M. Leon Shenandoah, M. Ciaccia précisait: «Je me trouve dans la situation où je dois me demander si les gens assis à la table de négociations sont, en fait, de véritables traditionalistes.»

M. Ciaccia ajoutait que le chef Shenandoah considérait que les personnes présentes à la réunion du 18 décembre «ne sont pas de vrais traditionalistes et ont commis des violations de la Grande Loi de la Paix Iroquoise.»

La Confédération des Six Nations, dont fait partie la Nation Mohawk, considère les Warriors comme bannis de leur assemblée en vertu de leurs activités de contrebande notamment, menées en violation des principes de la Loi traditionnelle des Iroquois.

Au cours d'un entretien avec La Presse, hier, M. Laurier Thibault, chef de cabinet de M. Ciaccia, a reconnu que les signataires de l'entente de dimanche sont liés aux factions qui contrôlent les barricades.

«Ce qu'il nous fallait, c'était une entente sur les conditions préalables à toute négociation afin de lever les barricades, a déclaré M. Thibault. Et c'est évident que cette entente, nous devons la faire avec les gens qui maintiennent les barricades. Nous aurions pu en arriver à un accord avec le conseil de bande de Kanesatake, mais le conseil ne contrôle rien dans la crise actuelle.»

Quant au choix des signataires de cette entente, M. Thibault a déclaré que le ministre Ciaccia ne pouvait pas imposer qu'ils proviennent d'une faction particulière, notamment du conseil de bande qui se trouve pourtant à être le seul interlocuteur reconnu par les gouvernements de Québec et d'Ottawa.

Quant aux négociations qui suivront le démantèlement des barricades d'Oka et de Châteauguay, M. Thibault a précisé que le ministre s'assurera qu'il négocie avec des représentants de tous les groupes qui se disputent le pouvoir à Kanesatake.

«Le leadership est exercé par les traditionalistes dans la crise actuelle, a-t-il déclaré, et il est à prévoir que les gens du Longhouse exigeront de participer aux négociations sur les questions de fond, comme celle des revendications territoriales.»

Par ailleurs, des sources de La Presse ont affirmé hier que l'entente de dimanche inquiète beaucoup les traditionalistes de la réserve de Akwesasne, près de Cornwall, fortement opposés aux Warriors et à leurs activités de contrebande.

Depuis le 1<sup>er</sup> mai, la Sûreté du Québec, la police provinciale ontarienne et la police de l'État de New York maintiennent une présence permanente sur cette réserve où une guerre ouverte entre factions avait fait deux morts à la suite d'une controverse sur l'ouverture de casinos illégaux administrés et protégés par les Warriors. □

## EXPOS

Québec, via la RIO, pourrait mettre 50 millions \$ dans les Expos

des installations olympiques puisque le Fonds spécial olympique devait être fermé une fois le remboursement de la dette olympique complété. Le transfert du Parc olympique à la Ville de Montréal, au terme du remboursement, pourrait également aboli.

## Avantages

En plus de réaliser l'objectif général de solidifier la présence de la concession à Montréal, cette méthode comporterait deux avantages pour le gouvernement.

Politiquement, la mesure serait la meilleure alternative pour ne pas trop prêter flanc aux critiques que ne manquera pas de susciter une implication financière, même indirecte, de l'État dans le sport professionnel: ce serait encore les méchants fumeurs qui expireraient leur vice en continuant de payer à chaque bouffée.

Financièrement, cette méthode serait éminemment défendable: comme la «taxe de la boucane» rapporte à la RIO 10 millions \$ (CAN) par mois, son utilisation ne résulterait qu'en un report de son échéance de six mois au maximum. La taxe, qui doit cesser d'être utilisée pour le remboursement des installations olympiques en octobre 1995, serait prolongée jusqu'en avril 1996 au plus tard.

Pour la RIO, posséder une partie des Expos comporterait trois avantages importants, qui transformeraient radicalement la relation entre la RIO et son capricieux locataire.

Cela donnerait enfin à la RIO accès aux livres comptables de l'équipe de baseball, une lacune maintes fois déplorée par l'organisme locateur du stade, notamment lors des acrimonieuses négociations qui ont mené au dernier renouvellement du bail avec les Expos, en mars 1988. Les Expos sont une compagnie privée et ne sont pas tenus de dévoiler leur bilan annuel. Dans le passé, les Expos ont à plusieurs fois fait état de déficits lors des négociations avec la RIO, sans jamais étayer ces allégations par l'ouverture des livres.

Un niveau de participation aussi élevé assurerait à la RIO de participer au processus décisionnel sur les diverses dépenses des Expos.

Plus important encore, cela permettrait à la RIO de participer aux profits de l'équipe. Depuis la mise en vente des Expos, le président Brochu ne parle plus de déficit comme par le passé et évoque même des profits annuels de 4 millions \$ (CAN). □

## 36e meurtre

■ Un cuisinier a été assassiné au restaurant Châteaubarbecue, sis au 5151 ouest, rue Sherbrooke à Montréal, hier soir vers 20 h 40. Un individu armé d'un revolver a fait irruption dans la cuisine et tiré plusieurs coups de feu sur lui.

Selon un témoin, l'homme serait entré par la porte arrière de l'établissement qui jouxte la cuisine et, après avoir localisé sa victime parmi les membres du personnel présents, a tiré cinq fois sur le cuisinier âgé de 45 ans. Le meurtrier a pu prendre la fuite et n'a fait aucune autre victime.

Le cuisinier, dont l'identité n'a pas pu être révélée en fin de soirée, est mort sur le coup. Le mobile du meurtre demeure mystérieux. La section des homicides du service de police de la CUM mène l'enquête sur ce 36<sup>e</sup> meurtre survenu sur le territoire de la CUM cette année.

## Où donner de son sang

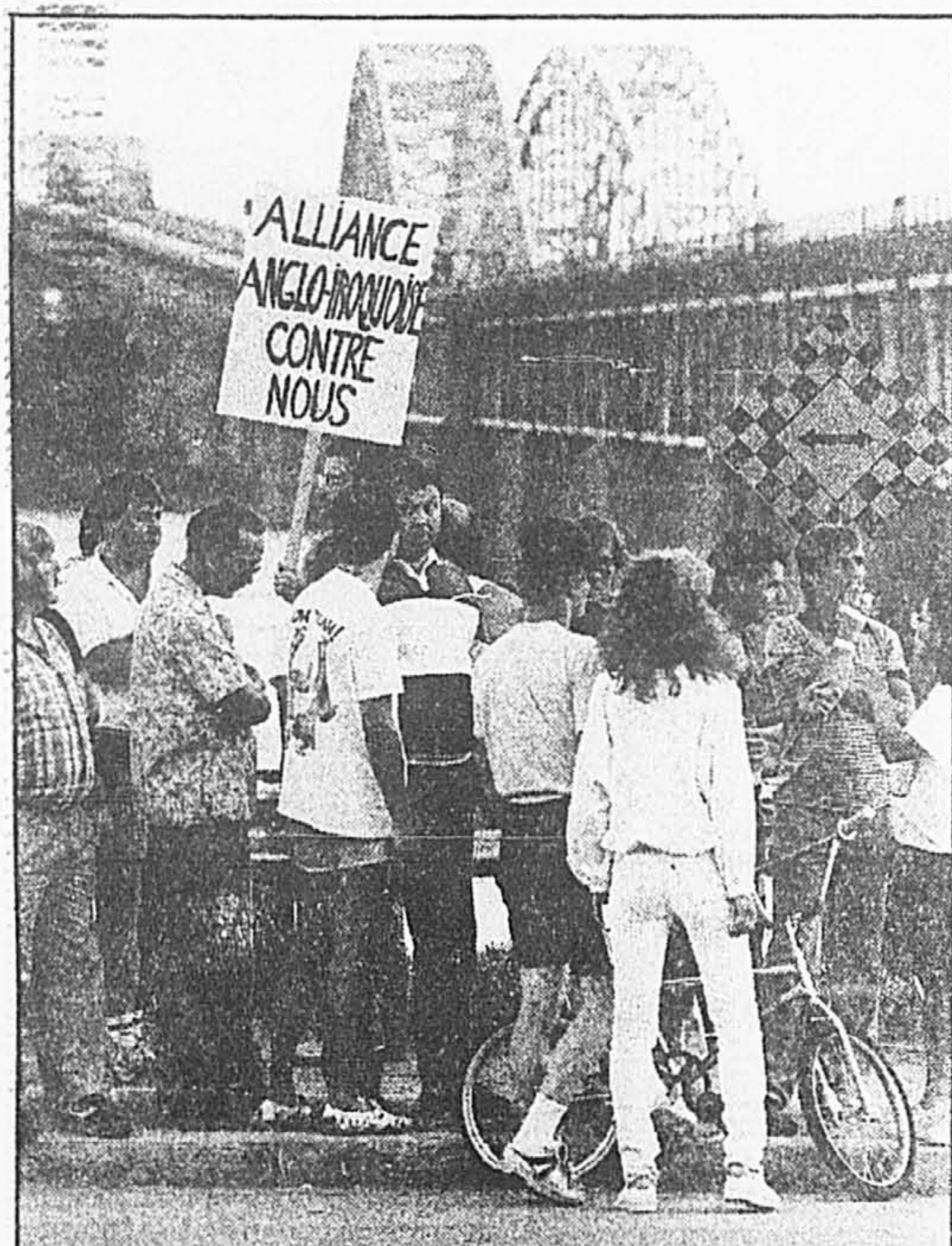
■ Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donateurs aux endroits suivants:

● à Montréal: Centre permanent de la Croix-Rouge, 5131 est, rue Sherbrooke, de 9 h à 18 h;

● à Pointe-Claire: Hewitt Equipment, 5001, chemin Transcanadienne, de 9 h 30 à 15 h 30;

● à Hull: Roger Lachapelle Pontiac Buick, 900, boul. Saint-Joseph, de 12 h 30 à 20 h 30;

● à Sabrevois: Le Belgo, 1665, route 133, de 15 h à 20 h 30.



## Manifestation à LaSalle

Le pont Mercier? Tiens donc, ça faisait longtemps qu'on ne l'avait pas vu, lui! Fatigués d'attendre sa réouverture et tannés de l'inaction du gouvernement, une trentaine de manifestants accompagnés par deux fois plus de curieux ont donc décidé de s'y retrouver, hier soir, du côté de LaSalle. La manifestation, organisée par SOS Génocide, un groupe de défense du peuple québécois francophone, avait pour but de dénoncer l'implication des anglophones dans le conflit. «Les autochtones sont appuyés par les anglais et toute l'affaire est téléguidée par Ottawa», raconte le secrétaire de l'association, Luc Potvin. La crise arrive au lendemain de l'échec de l'accord du lac Meech, et M. Potvin pense qu'il s'agit là d'une tactique pour calmer les aspirations indépendantistes des Québécois. D'ailleurs, un des représentants de ce peuple brandissait une pancarte dénonçant l'«alliance anglo-iroquoise contre nous». Tout s'est déroulé dans le calme.

PHOTO RICHARD CODIN, La Presse

## La Quotidienne

Tirage d'hier

à trois chiffres

435

à quatre chiffres

5000

## ABONNEMENT

Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 à 18h.

REDACTION 285-7070

PROMOTION 285-7100

COMPTABILITÉ

Grandes annonces 285-6892

Annonces classées 285-6900

## ANNONCES CLASSÉES

Commandes ou corrections lundi au vendredi de 8h à 17h. 285-7111

## GRANDES ANNONCES

Détailants 285-7202

National, Télé-Press 285-7306

Vacances, Voyages 285-7265

Carrières et professions, nominations 285-7320

## La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE L'ÉC 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe» — Enregistrement: numéro 1400-Port de retour garanti. (USP5003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

## RENSEIGNEMENTS

285-7272



33-3-01

MERCREDI 15 AOÛT 1990

## LES ANNONCES CLASSÉES

La Presse

285-7111

## Les hommes politiques embrouillent les ordres de la SQ, selon l'APPQ

ANDRÉ CÉDILOT

■ La confusion qui règne à la Sûreté du Québec vient du fait que les opérations à Oka et à Kahnawake ne sont pas menées uniquement par les policiers, mais aussi par les hommes politiques.

C'est ce qu'a déclaré, hier, le président de l'Association des policiers provinciaux du Québec, Jocelyn Turcotte, à sa sortie d'une rencontre qui a duré trois heures avec le directeur Robert Lavigne et des membres de son état-major.

A cause de «l'inertie du gouvernement et de la mollesse de la direction de la SQ», il se demande déjà si les policiers pourront à nouveau exécuter leur travail dans des conditions normales au terme de la crise actuelle. «À l'évidence, la loi n'est plus la même pour tout le monde. On laisse agir des criminels armés (en parlant des Warriors) et, d'un autre côté, on nous demande d'appliquer les lois...», a-t-il dit.

Cela explique la situation explosive qui règne à Châteauguay et, dans une moindre mesure, à Oka, soutient le président du puissant syndicat de policiers.

«Les policiers sont épuisés et travaillent dans des conditions difficiles. Les ordres sont souvent contradictoires; une journée on interdit l'entrée des vi-

vers, le lendemain on laisse tout passer. En vérité, on ne contrôle rien; on ne fait qu'obéir aux ordres et maintenir la paix au meilleur de nos possibilités», affirme M. Turcotte.

«De voir nos gouvernements signer une entente avec des guerriers, des criminels masqués et armés n'a rien pour apaiser les citoyens, ni remonter le moral des policiers», ajoute M. Turcotte, qui se défend bien de vouloir cautionner les actes de violence de ses hommes.

Il affirme avoir lui-même demandé une enquête interne sur les officiers qui ont dirigé l'opération de dimanche sur le pont-levis de Saint-Louis de Gonzague, près de Valleyfield. Dans le contexte actuel, plus la crise s'éternise, plus les risques d'affrontement sont grands.

A son avis, les mécontents devraient plutôt manifester à Québec et à Ottawa, «là où se trouvent les vrais coupables», suggère M. Turcotte. Selon lui, la situation est à ce point tendu aux barricades qu'il est quasi impossible de prévoir les réactions des citoyens et des policiers.

«Après nous avoir servi le café dans les premières journées, les gens nous lancent maintenant des roches. Et bientôt, on ne serait pas surpris qu'ils nous tirent dessus avec des fusils...», conclut M. Turcotte.

## Les marchands d'armes de Châteauguay refusent de vendre balles et carabines

PIERRE BELLEMARE  
CHATEAUGUAY

■ Les deux principaux marchands d'armes et de munitions de Châteauguay refusent, depuis hier, toute vente à l'ensemble de leur clientèle.

Gérard Lemay, directeur adjoint chez Canadian Tire, affirme qu'il «a retourné à Toronto une arme de calibre .22. Nous avons aussi enlevé, de nos rayons, les couteaux de chasse et les lance-pierres dont se servent les chasseurs».

On a pris cette décision parce que Canadian Tire a reçu des menaces de citoyens qui, dit-on, projetaient de voler les armes stockées dans cet établissement.

Le gérant du département des sports de ce même magasin, Michel Hyland, a précisé que les armes ou les munitions «ne seront vendues qu'après la levée des barricades, par mesure de précaution».

Des jeunes se sont présentés à lui pour acheter cinquante boîtes

de balles pour carabines de calibre .22. «L'un d'eux a spécifiquement indiqué que c'était pour aller à la chasse aux barricades», confie M. Hyland.

«Et cela ne m'apparaît pas comme une mauvaise plaisanterie, puisqu'à chaque soir, ces jeunes (qui voulaient acheter des munitions) font le trouble sur les barricades et provoquent les policiers. Selon moi, la situation est inquiétante», dit-il.

Jacques Crépin, propriétaire de Crepin Sports, refuse également la vente d'armes ou de munitions «d'ici à la prochaine saison de chasse». Il possède dans son magasin sept armes, dont des 410 et des .22.

Entre-temps, un appel à la bombe au centre commercial régional de Châteauguay a obligé plusieurs marchands à fermer leurs portes, vers l'heure du midi. Réal Roch, président de l'Association des marchands, a réclamé l'aide de la police municipale de Châteauguay, qui a ratissé les lieux avant que les marchands puissent rouvrir leur établissement.

En outre, plusieurs marchands

et restaurateurs ont été intimidés par des appels de citoyens, qui menacent de saccager leurs installations, si on les surprend à servir des policiers, notamment ceux de la Sûreté du Québec, auteurs durant le week-end d'actes de violence à l'endroit des manifestants du Groupe Solidarité.

Par ailleurs, Jude Duquette, un pompier montréalais à la retraite, victime dimanche soir de l'assaut policier, faisait remarquer hier à La Presse que les cocktails molotov, lancés lundi soir aux barricades de Châteauguay, «ont été inspirés par des agitateurs qui sont, pour nous, des visages absolument pas familiers. On ne sait pas d'où ils viennent», dit-il.

Yvon Poitras, l'ex-policier de la SQ qui dirige le Groupe Solidarité, faisait aussi état lundi de la provocation policière, pour expliquer les nombreux actes de violence observés, ces derniers jours, dans la région de Châteauguay.

Du reste, la Gendarmerie royale du Canada a annoncé hier qu'elle fera enquête pour vérifier la véracité des plaintes de citoyens de Châteauguay, à qui un

de leurs officiers a lancé dimanche sur les barricades du boulevard Saint-Jean-Baptiste: «Hit these fucking frenchmen et clean the road».

La GRC tient à en avoir le cœur net et J. A. M. Breaud, commandant de la division C et commissaire adjoint à la GRC, entend dénoncer le comportement de cet officier, le cas échéant.

Enfin, Lise Beaudoin, une citoyenne de Châteauguay, nous informait hier qu'une deuxième pétition, signée celle-là par 4371 résidents, réclame à nouveau l'intervention des Forces canadiennes pour protéger la population, pour ouvrir le pont Mercier et les routes des alentours, ainsi que pour désarmer les Warriors.

Cette pétition a été adressée aux premiers ministres canadiens et québécois. On lance un message particulier à celui du Québec: «Les citoyens de Châteauguay ne veulent plus de négociations. M. Robert Bourassa, il est grand temps de montrer aux citoyens, ainsi qu'au Québec entier, que vous n'êtes pas un lâche, ni un ignoble menteur. Passez aux actes tel que vous l'avez promis».

## Deux offres sont sur la table des négociations avec les Mohawks

SUZANNE COLPRON

■ Les négociations entre les Mohawks de Kanesatake et de Kahnawake et les conciliateurs gouvernementaux porteront non seulement sur la proposition du 27 juillet du ministre délégué aux Affaires autochtones, John Ciaccia, mais aussi sur les demandes des Indiens du 18 juillet.

En gros, les Mohawks demandaient le départ de toutes les forces policières des territoires de Kanesatake, de Kahnawake et d'Akwesasne, ainsi que l'amnistie pour les Warriors.

Leur offre comprenait en outre le transfert des questions en litige au tribunal international de La Haye et l'abandon par la municipalité d'Oka de son projet d'agrandissement du golf.

La première de ces deux dernières demandes s'est avérée irréalisable étant donné que le tribunal de La Haye n'est habilité qu'à entendre des affaires opposant des États souverains, membres des Nations Unies.

La seule voie qui s'offre aux Indiens est celle d'un comité des Nations unies sur les droits de l'Homme. Mais ils doivent au préalable épuiser tous les recours juridiques disponibles au Canada. Quant à l'abandon du projet de golf, le gouvernement fédéral s'est déjà porté acquiescent des 67 acres de terres revendiquées par les autochtones dans la municipalité d'Oka. Ottawa a offert 3,84 millions \$ pour les 22 acres payés 90 000 \$ par la localité.

Les Mohawks avaient ajouté à leur proposition du 18 juillet trois conditions préalables à la reprise des pourparlers: la libre circulation des biens essentiels ainsi que des chefs spirituels, et la formation d'un comité de 24 observateurs étrangers. Ces conditions ont fait l'objet d'une entente de principe dimanche dernier.

En somme, les Mohawks ne demandent plus que l'amnistie et le retrait des forces policières.

Le 27 juillet

Qu'en est-il de la proposition de gouvernement? Introduite le

27 juillet, cette offre globale comportait sept points. Le ministre Ciaccia promettait notamment aux Mohawks le retrait complet des forces policières d'Oka et de Kahnawake en échange du dépôt des armes par les insurgés et de la levée des barricades.

Il souscrivait aussi aux engagements du fédéral qui se proposait d'acheter, aux fins et au bénéfice des Mohawks de Kanesatake, les terrains qui devaient servir à l'agrandissement du golf. Le gouvernement fédéral acceptait du même coup de négocier avec les représentants choisis par les Mohawks, y compris les membres du Longhouse, pour résoudre les questions territoriales. Il promettait également de s'occuper du développement social et économique de la communauté de Kanesatake.

De son côté, le gouvernement du Québec s'engageait à associer la nation mohawk à l'enquête du coroner sur la mort du caporal Marcel Lemay, tué lors du raid raté de la Sûreté du Québec à Oka le 11 juillet.

En retour, les Mohawks devaient déposer les armes et quitter les barricades érigées à Kahnawake et Kanesatake. Les autorités entendaient procéder ensuite à une inspection en règle du pont Mercier, du terrain de golf de la municipalité d'Oka et des terrains avoisinants.

Toutes les étapes du retour à la normalité devaient se dérouler en présence d'une commission de surveillance composée de sept membres choisis de concert par le gouvernement et la nation mohawk. Cette commission aurait dû comprendre au moins un membre de l'Assemblée des premières nations et un autre de la Confédération des Iroquois. Le gouvernement offrait d'assumer les frais inhérents à l'exercice des responsabilités de ce comité.

Ce dernier point a toutefois été retiré de l'offre gouvernementale parce qu'une délégation de 24 observateurs étrangers a été mandatée par la Fédération internationale des droits de l'Homme pour superviser les négociations, à la demande des Indiens.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Quelque 200 manifestants sympathiques aux Mohawks se sont rassemblés hier midi au Square Phillips. Le réalisateur Arthur Lamothe, qui a signé plusieurs films sur les Amérindiens, a pris la parole pour situer la crise dans son contexte historique.

## Le Regroupement de solidarité avec les autochtones manifeste au Square Phillips

ANNE-MARIE SIMARD

■ Les Mohawks ont fait des gains importants dimanche, mais il faut rester vigilant devant la possibilité d'une intervention armée et la montée du racisme blanc, selon François Saillant, porte-parole du Regroupement de solidarité avec les autochtones, dont les membres sont issus de groupes d'action sociale.

Le regroupement a manifesté hier midi au Square Phillips et une autre manifestation est prévue pour vendredi, à 20h, au Centre Saint-Pierre, rue Panet. La crainte d'une intervention armée, justifiée par l'appel aux forces canadiennes mercredi dernier, a incité le groupe de pression à orga-

niser cette semaine deux manifestations plutôt qu'une, dérogeant ainsi à l'usage — établi depuis le début du siège — d'un rassemblement hebdomadaire le mercredi soir.

Environ 200 personnes se sont présentées dans ce square que bordent notamment le grand magasin La Baie et la bijouterie Birks, alors que les organisateurs en attendaient 500. «Nous voulions faire pression en faveur de la venue d'observateurs étrangers, a indiqué François Saillant, mais l'arrivée (la veille) d'un groupe international à l'aéroport de Dorval nous rassure».

«Nous nous réjouissons avec les Mohawks de la victoire de dimanche. Les gouvernements québécois et fédéral ont accepté les

trois conditions préalables des Mohawks et ont reconnu ces Indiens en tant que Nation».

Plusieurs orateurs se sont succédés. Michèle Rouleau, présidente du regroupement des femmes autochtones du Québec, a rappelé aux Québécois que le principe de société distincte s'applique également aux autochtones. Le réalisateur Arthur Lamothe, auteur de plusieurs films sur les Indiens, a situé la crise dans son contexte historique. «Je suis désolé pour les gens de Châteauguay, victimes d'une situation dont ils ne sont pas responsables. Mais un mois de petites souffrances n'est rien comparé à ce que les Indiens ont enduré pendant 400 ans».

«En tant que Blancs colonisateurs, nous devrions leur deman-

der pardon! Rappelons que Montréal fut un jour Hochelaga, une bourgade indienne, et 51 chefs indiens furent jadis envoyés aux galères. Seulement 15 en revinrent...» Lamothe a aussi déploré «les propos fascistes entendus dans des tribunes radiophoniques».

Pendant qu'Eric Gabriel, animateur radiophonique de Kahnawake, prenait la parole, un citoyen de la Rive-Sud s'est manifesté: «Vous ne savez pas ce que c'est de passer deux heures par jour dans sa voiture!», s'est-il exclamé.

Selon François Saillant, des résidents de Châteauguay sympathiques aux Mohawks devaient venir s'exprimer, mais la peur de représailles les aurait retenus.



ROLAND-YVES CARIGNAN

■ La première journée de remise des chèques aux citoyens relégués cause du conflit autochtone a fait bien des mécontents, hier, à Châteauguay. Plusieurs personnes sont revenues bredouilles: il n'y avait pas de chèque pour elles.

Aimé Meunier était l'un des rares satisfaits hier, lorsque la vérificatrice à la sécurité civile, Christiane Boutin, lui a remis un chèque de 717 \$ couvrant les dépenses encourues depuis qu'il a quitté sa demeure de Châteauguay. Plusieurs de ses concitoyens n'ont rien reçu.

PHOTO REMI LEMÉE, La Presse

«Quand j'ai décidé de partir, j'étais dans la zone d'évacuation et aujourd'hui ils me disent que je n'y suis plus, raconte Paul Leroux, qui réside à quelques rues des barricades. Je n'ai donc pas reçu de chèque.»

Toute cette confusion est due à une erreur des employés municipaux qui ne devaient appeler, lundi, que les citoyens relégués dont la demeure est attenante à la réserve de Kahnawake. Eux seuls peuvent recevoir des chèques. Mais voilà, les employés ont joint toutes les personnes ayant évacué leur maison, peu importe où elle est située en ville.

Alors des gens se sont présentés hier pour se faire dire que leur dossier sera étudié individuellement à compter de la semaine prochaine. Dès demain, une équipe de fonctionnaires et de ci-

toyens sera formée à cet effet par la direction générale de la sécurité civile — qui relève du ministère de la Sécurité publique — et devrait pouvoir répondre à toutes les demandes dans les jours suivants.

Toutefois, certains citoyens ont quand même reçu leur chèque tel que prévu dans le décret du gouvernement autorisant cette aide financière. Aimé Meunier, 52 ans, a reçu un total de 717 \$ pour huit jours d'évacuation. Ce montant est à partager entre lui et son épouse et comprend, par personne et par jour, une allocation de 12 \$ pour l'hébergement chez un parent (ou ami) et une autre de 32,85 \$ pour la nourriture. Si M. Meunier avait opté pour l'hôtel, le coût de sa chambre aurait été défrayé mais il n'aurait pas touché les 12 \$.

Une somme allant jusqu'à

150 \$ par semaine d'évacuation pourra aussi lui être distribuée, mais seulement après la fin du conflit. Ce montant couvrira les frais divers tels l'essence, le gardiennage et autres dépenses découlant de la nécessité de se loger ailleurs durant la crise.

Au total, plus de 111 chèques avaient été émis en milieu de soirée hier, alors qu'on s'attendait à ce qu'une cinquantaine de familles viennent réclamer leur dû. Plusieurs citoyens ne se sont pas présentés au rendez-vous.

Le centre d'aide aux citoyens, situé à l'arena Leo Crepin à Châteauguay, est aussi le lieu d'émission des chèques devant être distribués aux personnes relocalisées demeurant à Oka, Sainte-Catherine et Kahnawake. Ces sommes seront cependant distribuées dans des centres d'aide locaux.

## LA CRISE AMÉRINDIENNE

## Un fusil M-11 passe les barrages de la SQ

Un Warrior avait oublié l'arme dans l'auto d'un reporter de CJMS

SUZANNE COLPRON

«Qu'est-ce que je fais avec un fusil M-11 dans mon auto?»

Patrice Servant, reporter à la station de radio de CJMS, a eu la surprise de sa vie, hier, en aperce-

vant la carabine d'un Warrior à l'arrière de sa voiture. Mine de rien, il avait franchi

un barrage de la Sûreté du Québec à Oka en se soumettant à toutes les fouilles policières de rigueur. L'arme oubliée dans sa voiture par un guerrier de l'armée clandestine indienne se trouvait à l'arrière de son siège.

«Imaginez! Si les policiers avaient trouvé l'arme, ils auraient pu croire que je collaborais avec les Indiens en tentant de sortir des fusils des territoires occupés pour leur éviter des ennuis.»

Patrice Servant ignorait la présence de l'arme dans son automobile. Ce n'est qu'en arrivant à son bureau de Montréal qu'il en a fait la découverte.

Plus tôt dans la journée, son patron lui avait demandé de se rendre derrière les barricades mohawks pour ramener à Montréal la voiture de la station qui se trouvait à Kanesatake depuis le début de la crise amérindienne, le 11 juillet.

Un Warrior du village indien a accepté de l'escorter à l'extérieur des barricades. Arrivé à proximité du barrage de la police, érigé sur le rang Sainte-Germaine, le reporter de CJMS a repris le volant de son auto.

Pendant 20 minutes, les policiers ont vérifié son identité à l'aide de son permis de conduire et sa carte d'accréditation de journaliste émise par la Sûreté du Québec. Ils ont aussi jeté un coup d'oeil rapide dans sa voiture et fouillé le coffre arrière sans trouver le fusil M-11 oublié par le Warrior.

En après-midi hier, des agents de la Sûreté du Québec se sont rendus dans les bureaux de la station de radio pour prendre possession de l'arme prohibée sous les flashes des photographes de presse.

## Oka: la rentrée des classes est retardée

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Les 300 écoliers de la paroisse et du village d'Oka profiteront de vacances estivales prolongées à cause des événements qui frappent cette région depuis le 11 juillet.

Lors d'une entrevue, hier, le directeur général de la Commission scolaire Deux-Montagnes, M. Pierre Leduc, a déclaré qu'il a été convenu avec le ministre de l'Éducation, M. Claude Ryan, de ne pas ouvrir les écoles primaires tant et aussi longtemps que les barricades n'auront pas été levées.

«Selon les informations qui nous ont été transmises, dit M. Leduc, il ne reste plus d'enfants du primaire à l'intérieur des barricades. Ils ont tous été évacués.»

Par contre, la polyvalente de 1 300 élèves ouvrira comme prévu le 4 septembre. La très grande majorité des élèves qui fréquentent cette école secondaire ne proviennent pas d'Oka mais des municipalités environnantes.

Il faudra donc que le Centre d'aide et d'information qui loge au premier plancher de cette école secondaire, située devant les barrages de la Sûreté du Québec sur la 344, se trouve un autre local afin de s'occuper des évacués. «J'ai avisé, explique M. Leduc, que j'avais besoin de l'école.» Les fonctionnaires affectés à ce centre et les familles qui doivent s'y rendre préfèrent être à l'extérieur des barrages, mais un policier de la SQ a mentionné que depuis hier les fouilles étaient allégées.

Il est par ailleurs question que les enfants, 75 environ, du primaire demeurant à l'extérieur des barricades soient invités à assister à des activités de plein air qui auront lieu au pavillon de la com-

mission scolaire et sur le terrain du parc d'Oka. Les autorités scolaires ont demandé la collaboration de la SQ et une réponse à ce sujet doit être rendue vendredi.

## Le 15 septembre

S'il advenait que la crise n'est pas réglée le 15 septembre, M. Leduc a mentionné qu'on tentera d'organiser des écoles temporaires dans les secteurs où les familles se sont réfugiées ou on demandera aux parents d'inscrire leurs enfants dans d'autres commissions scolaires.

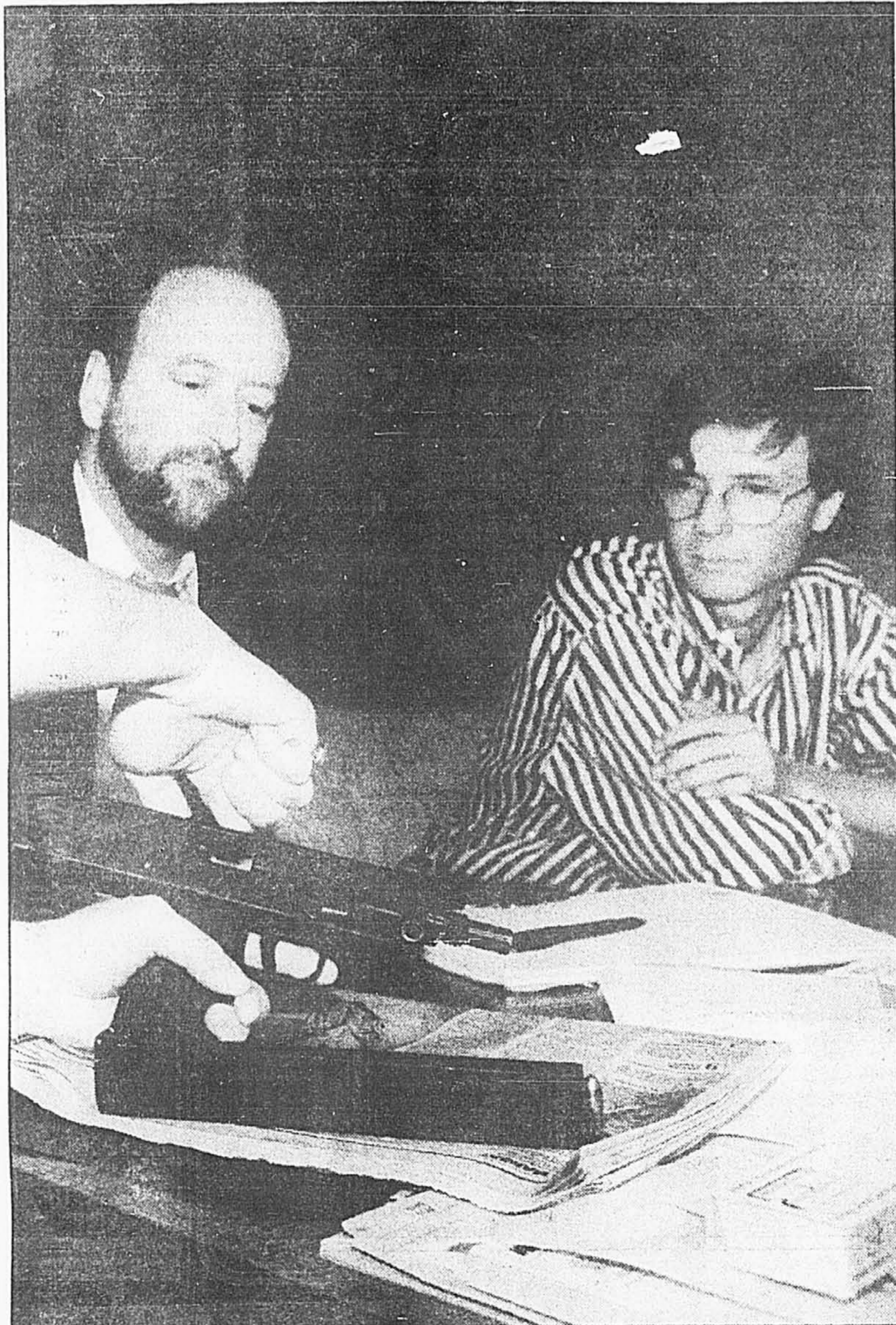
Plusieurs enseignants domiciliés à Oka ont eux aussi quitté les lieux et ils habitent présentement près de plusieurs autres familles et il sera donc facile d'organiser des séances d'études, croit M. Leduc.

M. Leduc craint des problèmes de communications entre enseignants, dont 42 sont résidents d'Oka. La polyvalente en compte 22. «Tous ne sont pas sur la même longueur d'onde relativement au conflit: certains sont pour les amérindiens et d'autres sont en guerre contre eux. Une chose est sûre, ils devront tous travailler ensemble quand les classes vont reprendre.»

M. Leduc demande à tous les parents qui demeurent temporairement dans d'autres secteurs et qui ont des enfants au primaire, de contacter les directions des écoles des Pins ou Sainte-Marguerite au 479-8476 afin de donner les numéros de téléphone où ils peuvent être joints.

## Le débat se poursuit

Les avocats poursuivront cet après-midi la présentation de leurs arguments devant le juge Claire Barrette-Joncas dans l'affaire des cassettes vidéo saisies voici deux semaines par la Sûreté du Québec dans des stations de télévision. Le magistrat de la Cour supérieure a refusé d'entendre les témoins par lesquels Radio-Canada voulait démontrer que la SQ disposait de sources alternatives de preuve dans cette enquête. Les deux avocats des postes de télévision prétendent en effet que la saisie des 34 cassettes dans les salles de nouvelles de Télé-Métropole, Télévision Quatre-Saisons, Radio-Canada, CBC et CTV était illégale parce que la SQ n'en avait pas le besoin indispensable pour mener à bien son enquête sur les agissements des Mohawks.



Rodrigue Clavet, de la section des crimes contre la personne de la SQ, s'est rendu à la station CJMS où le reporter Patrice Servant (à droite) lui a remis le fusil M-11 trouvé quelques minutes plus tôt dans sa voiture.

PHOTO ROGER LAUZON, La Presse

## Mgr Tutu appuie la lutte des amérindiens du Canada

Agence France-Presse OSNABURGH

L'archevêque anglican du Cap, Mgr Desmond Tutu, a mis fin hier à une visite de 48 heures dans une réserve indienne appauvrie et isolée du nord du Canada, estimant que ce qu'il y a vu et entendu ne l'avait nullement dépassé de son Afrique du Sud natale.

«Tout m'a semblé tellement familier», a déclaré Mgr Tutu, avant de regagner Toronto où il doit poursuivre une tournée de dix jours au Canada, commencée samedi soir.

«J'avais l'impression qu'il parlait de choses qui se produisent chez moi», a affirmé Mgr Tutu, après avoir entendu lundi le discours de bienvenue prononcé par le chef Roy Kaminawish de la réserve de Osnaburgh, dans le nord de l'Ontario, où vivent 700 personnes.

Dans son discours, le chef Kaminawish avait fait allusion au chômage qui atteint 90 p. cent sur la réserve, aux nombreux cas de morts violentes, aux taux de suicide et d'alcoolisme très élevés, aux maladies, aux problèmes de logement et d'eau potable qui sont le lot des membres de sa tribu Ojibway, majoritairement de confession anglicane.

«Nous nous engageons à appuyer votre lutte», a dit Mgr Tutu aux Indiens de la petite communauté. Nous appuyons vos appels en faveur de la reconnaissance de vos revendications territoriales. Nous appuyons vos appels à l'autonomie gouvernementale. Nous appuyons vos appels pour que l'on vous écoute», a-t-il poursuivi.

Soulignant que les autorités canadiennes appuient depuis longtemps son combat contre l'apartheid, Mgr Tutu s'est déclaré étonné de ce qu'elles ne se sentent pas «également concernées par les situations d'injustice qui existent dans leur propre pays».

Visiblement heureux d'entendre ces paroles, un jeune Ojibway, Gary Wassaykeesic, a souligné que jamais une personnalité aussi importante n'était venue auparavant à Osnaburgh.

«Nous n'avons jamais connu un tel moment d'excitation», a indiqué cet homme de 28 ans. «Les seules fois que cela se produit, c'est quand une maison est détruite par le feu ou lorsque passe une ambulance». Sinon, a-t-il ajouté, «c'est tellement déprimant de vivre ici. Pour la plupart des gens, la bouteille (d'alcool) est le seul moyen de fuir».



Pour Desmond Tutu, les conditions de vie des amérindiens du Canada sont semblables à celles de son peuple en Afrique du Sud.

PHOTO PC

Selon les anciens Ojibway, les problèmes de leur communauté ont débuté en 1928, lorsque de l'or a été découvert dans la région. Des prospecteurs blancs sont arrivés, des compagnies minières s'y sont installées, extrayant pour des millions de dollars du précieux métal jaune, sans toutefois que les Indiens ne profitent des retombées.

Au contraire, soutiennent-ils, puisque quelques années plus tard, dans les années 1930, des barrages hydro-électriques ont été construits dans la région pour alimenter en énergie les installations aurifères, inondant du coup leurs campements, leur cimetière ancestral et détruisant à jamais leur mode de vie traditionnel basé sur la chasse et la pêche.

## PUBLICITÉ

## H &amp; R BLOCK OFFRE AUX RETRAITÉS LA POSSIBILITÉ D'UNE NOUVELLE CARRIÈRE

Des milliers de personnes retraitées s'engagent dans une nouvelle carrière en s'inscrivant au cours d'impôt donné par H &amp; R Block. Cette entreprise dédiée entièrement à la préparation de déclarations de revenus, est la plus réputée au monde. Son cours d'impôt débute le 12 septembre. On peut assister au cours offert le matin, l'après-midi, le soir ou le samedi.

Le cours offre une excellente formation aux personnes qui veulent continuer à travailler après leur retraite ou qui sont déjà à la retraite et veulent retourner travailler. Un instructeur d'expérience guide les étudiants dans toutes les étapes d'une déclaration de revenus. Le cours comprend des discussions, des problèmes théoriques et des travaux pratiques sur de véritables formules d'impôt.

Les diplômés du cours bénéficient énormément de cette nouvelle aptitude qu'ils peuvent utiliser immédiatement dans des bureaux situés à des endroits facilement accessibles. Et ils peuvent choisir de travailler pendant les heures et les jours qui leur conviennent particulièrement.

Les frais de cours sont très raisonnables et incluent les livres et fournitures nécessaires. Les diplômés reçoivent un certificat d'aptitude. Il est possible que des diplômés soient invités à postuler à un emploi chez H &amp; R Block mais ils ne sont nullement obligés d'accepter. De plus amples informations au sujet du cours d'impôt peuvent être obtenues en composant un des numéros suivants:

	Permis CP0072
Montréal / Centre-est	722-4403
Montréal / Centre-ville	281-4895
Montréal-Est	355-7540
Montréal-Nord	327-0255
Verdun	769-1714
Saint-Laurent	747-5223
Ouest-de-l'île	683-3930
Laval	663-9485
Longueuil	468-9464
Brossard	676-8466

## Un événement à Montréal!

## Vente à 50% de rabais sur les vêtements PATAGONIA

La première et la dernière vente de vêtements PATAGONIA à la Boutique L'Aventurier du 15 au 25 août

Du jamais vu! Des milliers de vêtements de l'année vous sont offerts à moitié prix: pantalons, chemises, gilets, laine polaire, coupe-vent légers, coupe-vent doublés légèrement, manteaux quatre saisons, vêtements spécialisés pour le kayak et la pêche.



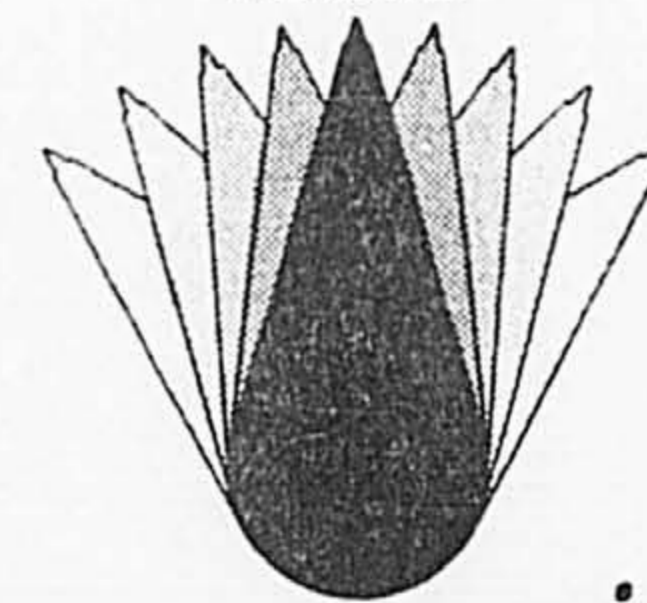
Faites vite! C'est un événement qui ne se reproduira plus!

L'AVENTURIER rend possible cette vente unique en vous faisant profiter de l'achat d'un vaste inventaire du distributeur canadien qui cesse ses opérations avec PATAGONIA.

L'AVENTURIER

1604, rue St-Denis, Montréal • 849-4100

## L'ÉDUCATION DES ADULTES AU CÉGEP



je m'inscris!

Renseignez-vous au cégep de votre région ou à

CÉGÉPHONE (514) 271-1124 du lundi au vendredi jusqu'à 21h. nous acceptons les frais d'interurbain

## CLIENTS DE PITNEY BOWES

AVEZ-VOUS L'IMPRESSION D'ÊTRE OBLIGÉS DE SIGNER UN NOUVEAU CONTRAT AVEC LE MÊME FOURNISSEUR?

APPELEZ-NOUS

MS/Hasler

AU 333-0724

PRÉCISION SUISSE QUALITÉ SUPÉRIEURE SYSTÈME MODULAIRE FACILITÉ ET FIABILITÉ D'OPÉRATION

## Pas de plainte, pas d'enquête

Presse Canadienne QUÉBEC

La Commission de police du Québec a fait savoir hier qu'il n'est pas question pour le moment de faire enquête sur la conduite de la police au cours de la manifestation de dimanche soir à Châteauguay.

La raison en est, a expliqué le porte-parole de la commission, M. Serge Fortin, que personne n'a porté plainte.

«Il n'y a pas l'ombre d'un doute que si quelqu'un se plaignait de ce qui s'est produit dimanche, nous ferions enquête», a assuré M. Fortin.

Il est vrai, a-t-il reconnu, que «la commission a le pouvoir d'entreprendre une enquête de sa propre initiative, mais il n'est pas question de le faire pour le moment».

M. Fortin a signalé que la Commission de police n'a reçu qu'une seule plainte au sujet des affrontements entre la police, les Mohawks et les Blancs d'Oka et de Châteauguay.

Celle plainte, a-t-il précisé, a été portée le 30 avril, le jour de l'érection des barricades. Depuis ce temps, rien.

# LA CRISE AMÉRINDIENNE

## 22 manifestants seront formellement accusés

MARCEL LAROCHE

Des accusations de possession d'arme prohibée et d'entrave au travail des policiers seront portées incessamment contre 22 individus appréhendés lors de l'affrontement de lundi soir dernier aux abords des barricades de Châteauguay.

Dans le feu de l'action, cette poignée de jeunes gens dont certains n'ont que 15 et 16 ans ont été pris en flagrant délit, transportant des armes de toutes sortes allant du simple tournevis jusqu'à une carabine à canon coupé et des munitions en passant par des chaînes, un poing américain, une barre de fer, un couteau, un bâton, des pierres, une étoile «Ninja» et des boules d'acier.

Cet «arsenal» saisi par la police, aucunement comparable à celui des Warriors armés jusqu'aux dents qui montent la garde depuis maintenant 36 jours aux barricades d'Oka et de Kahnawake, a été exposé hier pour le bénéfice des médias convoqués pour la circonstance au quartier général de la SQ, rue Parthenais.

Les 22 manifestants faisaient partie d'une foule de près d'un millier de citoyens que les policiers de la SQ et de la GRC ont repoussée à l'aide de gaz lacrymogènes lors de l'affrontement de lundi soir.

Le relationniste André Blanchette, des affaires publiques de la SQ, a indiqué que toutes les armes saisies étaient directement reliées à chacun des jeunes manifestants.

Tous les prévenus dont l'âge moyen se situe aux environs de 25 ans sont tous des résidents de Châteauguay et des petites localités avoisinantes et ne sont aucunement reliés à un quelconque regroupement.

«Tout ce que l'on peut dire pour le moment est que ces indi-

vidus étaient en possession d'articles divers susceptibles de causer de graves blessures à toute personne, policiers ou manifestants, se trouvant dans le champ de tir...», a commenté le porte-parole de la SQ.

La SQ a étalé hier ces différents articles, dont une carabine à canon coupé, saisis lors de l'affrontement de lundi soir dernier aux barricades de Châteauguay. PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, La Presse



## Les assureurs auraient déclaré forfait trop vite, selon le Barreau du Québec

VVES BOISVERT

Le Barreau du Québec critique fortement l'attitude du Bureau d'assurance du Canada (BAC) au sujet des possibilités de réclamation des citoyens d'Oka et de Châteauguay.

Dans un communiqué émis il y a deux semaines, le BAC a émis l'avis que la majorité des contrats d'assurance des citoyens de ces régions (dont plusieurs ont vu leur maison endommagée) pourraient très bien ne pas trouver application à cause de l'état présumé de «rébellion».

En effet, la plupart des contrats d'assurance comprennent une clause d'exclusion en cas de guerre civile, révolution, insurrection, rébellion...

«Si les dommages sont la conséquence directe d'un état de ré-

bellion, par exemple, qui nécessite des mesures d'intervention particulières de la part des autorités, l'exclusion de la majorité des contrats d'assurance pourrait s'appliquer», estime le BAC, dans un avis daté du 27 juillet et envoyé aux compagnies d'assurance.

Me Claude Masse, responsable du comité des urgences collectives du Barreau a déploré, hier, que le BAC ait pris position si vite.

«Il est loin d'être aussi clair que les contrats d'assurance des évacués seront exclus, de dire Me Masse. Tout d'abord, c'est à l'assureur à prouver qu'il y a eu rébellion. Il y a très peu de jurisprudence là-dessus, et les juges interpréteront la notion de rébellion restrictivement.»

De plus, de dire Me Masse, même en admettant que les tribunaux en viennent à la conclusion

qu'il y a rébellion à Châteauguay et à Oka, il n'y aura exclusion du contrat que si les dommages sont le fait de la rébellion. S'il s'agit de vandalisme à l'occasion de la rébellion, c'est autre chose. Si des gens profitent de la situation pour faire du vandalisme, ce ne sont pas là des dommages causés par la rébellion mais faits à l'occasion de la rébellion.

Finalement, Me Masse a déploré que le BAC «sur une base factuelle très faible fasse tomber un autre plafond sur la tête des gens qui ont été évacués. C'est une précipitation tout à fait regrettable.»

Tout n'est donc pas aussi clair que voudraient le faire croire certains assureurs. Les représentants du Barreau font actuellement le tour des municipalités affectées par la crise mohawk pour informer les gens et les inciter à la prudence.

## Le gouvernement a succombé au chantage, croit Parizeau

Presse Canadienne

Le chef pequiste Jacques Parizeau demande à son tour une commission d'enquête qui se penche à la fois sur le comportement des policiers envers la population de Châteauguay et sur les relations entre les corps policiers et le pouvoir politique.

En conférence de presse hier à Montréal, le chef du Parti québécois en avait long à dire sur la crise amérindienne et les assauts policiers. Et il n'a pas mâché ses mots.

A ses yeux, les deux gouvernements sont «peureux», ils ont tout donné sous la pression des mitraillettes et ils ont signé une entente sur les préconditions avec un Warrior et quatre Mohawks qui ne sont même pas reconnus par leurs leaders. «150 Warriors mènent la totalité des autochtones, le gouvernement du Québec, le gouvernement fédéral, la Sûreté du Québec, la GRC et l'armée.»

M. Parizeau demande carrément que le ministre de la Sécurité publique Sam Elkas soit relevé de ses fonctions pour être muté à un ministère moins tumultueux, comme le Tourisme. Dans une démocratie, le pouvoir policier répond aux ordres du pouvoir politique, rappelle-t-il.

Le chef du PQ ne croit pas que le ministre Elkas et le premier ministre Robert Bourassa n'aient pas été mis au courant des assauts policiers. Si tel est le cas, «des têtes doivent tomber d'ici 48 heures».

Citoyens battus, humiliés

Pour les citoyens de Châteauguay, il conserve quelques bons mots.

«Jusqu'à présent, 60 Blancs ont été blessés, un caporal a été tué, pas un Mohawk. Ces 60 blessés, selon lui, ont dû être traités à l'hôpital «parce qu'aucun d'entre eux ne portait de AK-47». «Aucun Mohawk n'a subi le sort d'une soixantaine de personnes qui ont été soignées à l'hôpital.»

Malgré leur colère, il incite les citoyens au calme.

«Il est clair que vous êtes face à des opérations de provocation. Ne tombez pas dans la trappe. Vous êtes en face de deux gouvernements peureux, qui sont prêts à lâcher n'importe quoi, en face d'une police qui vous a tapé dessus, d'une police qui vous insulte, mais restez calme. Dans une démocratie arrive le moment de vérité ou vous pouvez vous débarrasser de ces gouvernements qui vous ont humiliés.»

Il prête foi à l'information voulant qu'un officier de la GRC aurait crié «Hit the fuckin' Frenchmen and clear the road».

«Moi aussi je suis un Frenchman. Si un agent de la SQ avait lancé Hit the fucking Mohawks on en aurait entendu parler et on se serait tous fait traiter de racistes, affirme M. Parizeau.

Il s'en prend au gouvernement Bourassa, qui n'a pas le courage d'aller expliquer aux citoyens ce qui se passe vraiment.

**ARGENT DISPONIBLE**  
Problèmes de liquidités, d'expansion?  
Compagnies établies seulement  
Rapid Finance Co. Ltd.  
342-4488

# RAFTING EN SOLDE

«PLAISIRS D'ÉTÉ EN RAPIDES!!!»

## LA RIVIERE ROUGE

A 1 Heure de Montréal - Nouveau Monde vous offre du rafting de Première Classe!

L'excursion d'une journée comprend 4-5 heures de descente (16km)

- un guide de l'équipe Nouveau Monde
- l'équipement de descente
- le buffet dîner complet, bar à salade et dessert
- Bar-Restaurant • Bar Polynésien • Bains Touristiques
- piscine et douches • Camping • Équitation

Aussi disponible: Mini-vacances de 2 jours Rivière Balscan • Rivière Jacques Cartier Et encore plus

**LE DÉFI DU RAFTING**  
59\$ par personne du 31 août au 2 sept.  
Rabais de 10\$ à 16\$ par personne du 15 au 31 août  
L.P. 15-08-90

**733-7166**

Gémologistes diplômés AGS

Choisissez un joaillier avant de choisir des diamants

Achetez vos diamants en connaissance de cause - sachez la vérité sur la pierre qui vous plaît! Notre savoir et notre probité contribuent à votre choix.

**KAUFMANN**  
MAÎTRES JOAILLIERS DEPUIS 1954  
2195, rue Crescent • Tél.: (514) 848-0595

PATEK PHILIPPE ROLEX Cartier EBEL Chopard Piaget BREITLING

**CLIMATISEURS-THERMOPOMPES**  
LES PLUS BAS PRIX GARANTIS

**Carrier**

APPELEZ MAINTENANT **ECONO-TECH**  
TÉL.: 733-1414

**BRICO CENTRE** **VAL ROYAL**

**Carrier**

## Profitez-en! EN AOÛT

À l'achat d'une thermopompe

Recevez Gratuitement

UNE ENTRÉE ÉLECTRIQUE 200 AMPÈRES OU UN RABAIS DE \$950<sup>00</sup>

- Aucun dépôt
- Financement bancaire
- Programme DT Hydro-Québec
- Aussi: systèmes / maisons / constructions
- Estimation gratuite
- Installation faite par membres du CMMTQ

**Appelez maintenant 595-4844**

# DU NOUVEAU SOUS LE SOLEIL

Il y a des remises sur tous les modèles 1990 et sur certaines voitures et camionnettes GM 1991 en stock. De 500 à 3000\$\*  
Décidez-vous maintenant avant que l'été ne s'achève.

Remise en espèces de 1000\$ sur une Pontiac Grand Prix.  
(Ou voulez-vous acheter une Nissan Maxima pour 5000\$ en plus?)

Non seulement vous bénéficiez d'une remise de 1000\$ sur une Grand Prix 1990, mais en plus vous visez un prix qui est inférieur\* de plus de 5000\$ à celui d'une Nissan Maxima. Non, ce n'est pas une erreur d'impression. Comparez-les et vous verrez que ce n'est pas la Maxima qui vous en donne le plus pour votre argent, mais bien la Grand Prix.

**GM**

## En route vers une bonne affaire

\*L'offre s'applique aux modèles 1990 ou antérieurs intégralement neufs ou de démonstration, et à certains modèles 1991, de toutes les voitures et camionnettes GM achetées à partir du stock du concessionnaire. L'offre est valable à compter du 15 août 1990, pour une durée limitée ou jusqu'à épuisement des stocks. Pour les détails complets, consultez votre concessionnaire GM. †D'après les comparaisons sur le PDSF.

# Pont Champlain: les travaux majeurs reportés à l'an prochain

GEORGES LAMON

■ En plus d'être la cause directe de l'augmentation considérable du trafic sur le pont Champlain, la crise amérindienne engendre

également d'importantes répercussions sur les travaux majeurs qui devaient y être entrepris cet été.

En effet, les travaux majeurs (un projet global de 32 mil-

lions \$) sur le tablier du pont Champlain, au-dessus de la Voie maritime du Saint-Laurent, qui devaient commencer vers la mi-juillet ont été tout simplement reportés à l'an prochain. À la Société des ponts Jacques-Cartier et Champlain on assure que le retard de cinq semaines dans ces travaux de remplacement d'une partie du tablier est tel qu'ils ne peuvent plus être faits dans le délai requis.

« Nous avons jusqu'à la fin du mois d'octobre pour terminer nos travaux », a expliqué, hier à *La Presse*, le directeur général de la Société Benoit Saint-Laurent, mais avec un retard aussi long il n'est plus question de commencer à poser les 54 plaques d'acier qui étaient prévues pour cette année.

Rappelons que l'entrepreneur Simard Beaudry devait entreprendre le remplacement des dalles de béton sur cette partie du pont par 192 plaques d'acier renforcé et de ce fait régler la situation définitivement. Cette année, on prévoyait ainsi remplacer 54

plaques, à raison d'une par jour. Cette phase devait se terminer vers la mi-novembre.

Cela n'empêchera pas les travaux de rapiéçage de la chaussée de se poursuivre temporairement sur le tablier du pont avant le début de la saison hivernale. « C'est un tissu continu de rapiéçage qui se fait sur le pont », a expliqué M. Saint-Laurent.

Entre-temps l'entrepreneur a commencé des travaux de préparation qui ne devraient aucunement affecter la circulation sur le pont.

Le directeur général de la Société a précisé qu'il s'agissait de travaux qu'on amorcera par le dessous du pont puisqu'on ne peut pour le moment les exécuter sur le pont lui-même. Comme cela avait été prévu initialement dans le contrat.

Ces travaux permettront de renforcer la structure d'acier, notamment en installant une mem-

brane (contreventement) destinée à contrer les effets du vent sur la structure. Ce procédé nécessitera néanmoins des coûts additionnels que M. Saint-Laurent estime d'ailleurs minimes.

Quant aux usagers de l'autoroute Bonaventure — direction du pont Champlain —, ils devront patienter encore un peu: les travaux de réfection des parapets et du muret de séparation des voies (Jersey) sur un tronçon de l'autoroute Bonaventure touchent à leur fin.

Selon Benoit Saint-Laurent, d'ici une semaine on devrait avoir terminé ces travaux, ce qui permettra la libre circulation sur les six voies (trois dans chaque sens) de l'autoroute. Cependant, le parapet de la rampe d'accès de la cité du Havre vers l'autoroute Bonaventure en direction du centre-ville, fermée une grande partie de l'été, devra probablement être refait par suite d'une « erreur de coulage ».

## L'envoi du compte de taxe scolaire retardé

ANDRÉ PRATTE

■ Les contribuables de l'île de Montréal ne recevront pas leur compte de taxe scolaire avant encore plusieurs semaines, voire quelques mois, en raison du refus de la Communauté urbaine de Montréal de remettre au Conseil scolaire de l'île de Montréal le rôle d'évaluation des municipalités de l'île.

À la suite des modifications apportées à la Loi sur l'instruction publique en juin dernier, ce ne sont plus les municipalités mais le Conseil scolaire qui percevra la taxe scolaire. Le Conseil aurait aimé envoyer son compte de taxe au début de septembre, comme le faisaient les municipalités; mais pour y arriver, il avait besoin du rôle d'évaluation que prépare la CUM. Or cette dernière affirme que seules les municipalités ont légalement le droit de transmettre ce rôle.

« Ça devient beaucoup plus compliqué », dénonce le président du Conseil scolaire Jacques Mongeau, qui souligne notamment que les municipalités ne disposent pas de données aussi récentes que la CUM. « Ce sont les contribuables qui paieront pour ce qui n'est qu'une mesquinerie politique, du tatillonage! »

De dire M. Mongeau, le retard dans la perception de la taxe privera le Conseil scolaire d'importants revenus d'intérêts qu'il aurait versés, tel que le prévoit la loi, à son programme d'aide aux écoles des milieux défavorisés.

Le Conseil scolaire a déposé hier une requête en Cour supérieure pour forcer la CUM à lui remettre le rôle d'évaluation, mais la cause ne sera entendue que le 28 août.

Du côté de la CUM, on était avare de commentaires hier, une porte-parole du président Michel Hamelin se bornant à dire que « selon la loi, ce sont les municipalités qui peuvent transmettre leur rôle d'évaluation. » La question doit être discutée lors d'une réunion des maires de banlieue prévue pour aujourd'hui.

Quoiqu'il en soit, les contribuables ne perdent rien pour attendre. On sait qu'à la suite des décisions prises par le gouvernement du Québec le printemps dernier, le compte de taxe qu'ils recevront, que ce soit en octobre ou plus tard, sera de 127 p. cent plus élevé que celui de l'an dernier.

## Les eaux embouteillées: une question de goût...

■ Le gouvernement fédéral a indiqué en avril que l'eau embouteillée n'est ni meilleure ni plus pure que celle qui coule des robinets de cuisine. Mais les chiffres indiquent clairement que les gens préfèrent dépenser pour avoir le plaisir de déguster une eau « de marque » plutôt que de se fier à ce qui s'écoule de leur « chantepleure ».

John Salminen, du ministère de la Santé, affirme qu'il se pourrait fort bien que les gens préfèrent le goût des eaux embouteillées. Mais ils ne seront pas en meilleure santé parce qu'ils boivent ces eaux plutôt que celle du robinet.

« Plusieurs croient tout de même que les eaux embouteillées font partie d'un style de vie plus sain », affirme Peggy Delaino, qui a étudié la valeur thérapeutique des eaux lors d'un séjour en Europe.

Lorsqu'elle vivait outre-mer, Mme Delaino a constaté à quel point le contenu des bouteilles d'eau pouvait être différent.

Ainsi, la plupart des eaux minérales sont pétillantes. Certaines le sont artificiellement par l'ajout de dioxyde de carbone (gaz carbonique) ou à l'injection de gaz s'échappant de la source en même temps que l'eau.

Les eaux de source, pour la plupart, ne sont pas pétillantes. Et, comme elles contiennent peu de solides en suspension, elles n'ont pas ce goût particulier qui distingue les eaux minérales.

L'eau Montclair, par exemple, a un goût assez doux. Steven Schwartz, auteur de *Book of Waters*, affirme par ailleurs qu'il y a beaucoup de confusion entre les deux termes.

Selon lui, à peine 20 pour cent des 700 marques d'eaux embouteillées en vente aux États-Unis sont ce que l'on peut appeler des eaux de source ou des eaux minérales.

**Cégep de Saint-Laurent**

**ACCÈS À L'UNIVERSITÉ**

Complétez les préalables nécessaires en sciences pures et de la santé, en sciences humaines et de l'administration, ou en arts et lettres.

Inscription jusqu'au 24 août 1990

**FORMATION DES ADULTES • 747-6616**

625, boul. Sainte-Croix, Saint-Laurent • Métro Du Collège

**POUR DÉVELOPPER DE NOUVELLES COMPÉTENCES**

**LA BONNE ADRESSE**

# Carnaval d'été

Ouvert le mercredi jusqu'à 21 hres

**649\$** 3 sections

**UN ESPACE BIEN UTILISÉ!**

Créez une atmosphère chaleureuse et feutrée, en habillant vos murs d'unités murales 3 sections fini granite et noir.



**669\$** 7 pièces

**PIÈCE-REFUGE**

Quelle bonne idée de se réserver une pièce privilégiée ou tout est choisi en fonction du bien-être... Qu'il s'agisse de la cuisinette ou de la salle à manger, ce magnifique mobilier saura s'adapter et créer une ambiance tout confort.



**749\$** Sofa

**479\$** Fauteuil

**LE FONCTIONNEL**

Pour passer des séjours agréables, voici ce mobilier de salon en «softouch» de style contemporain moderne. Choix de couleurs. Causeuse disponible.



**2699\$** 7 pièces

**PURETÉ DE LIGNE**

Le mariage du miroir, de la laque et du texturé crée une harmonie parfaite. Vous serez séduit par ses tables de chevet, bureau double, miroir, armoire et tête de lit ainsi que par son lit plate-forme.



# BRAULT & MARTINEAU

NOUVELLE SUCCURSALE: 217, RUE MONTCALM, HULL (819) 771-6611

Livraison gratuite  
200 km

1 500\$ DE CRÉDIT  
INSTANTANÉ

Entreposage gratuit  
12 mois

**LAVAL**  
1770, boul. des Laurentides  
(coin St-Martin)  
667-3210

**LASALLE**  
1130,  
Dollard  
364-6110

**ST-LÉONARD**  
6875, Jean-Talon Est  
(près des Galeries d'Anjou)  
254-9455

**LONGUEUIL**  
3245, chemin Chambly  
(coin Roberval)  
679-1260

**DOLLARD-DES-ORMEAUX**  
3345, boul. des Sources  
Sortie 55 Transcanadienne  
685-3572  
Plaza Centennial

**MONTRÉAL**  
7930, Sherbrooke est  
(Métro Beaugrand)  
353-7330



## L'accusée devra subir un examen psychiatrique

■ Une femme de 25 ans, soupçonnée d'avoir noyé sa fille de quatre ans à Montréal, subira un examen psychiatrique avant d'être accusée de meurtre.

En larmes et apparemment très perturbée, Chantale Beauchamp a comparu brièvement, hier, devant le juge Claude Joncas au Palais de justice de Montréal. «Le veux voir ma fille», a-t-elle notamment déclaré.

Son avocate, Me Diane Charrier, a prié le magistrat de consentir à ce que l'accusée subisse une évaluation médicale préalable à la mise en accusation, démarche à laquelle le ministère public donnait d'ailleurs son assentiment.

Le juge Joncas a accédé à la requête, remettant la comparution à vendredi.

D'autre part, l'autopsie de la malheureuse fille, Valérie Bellec, a établi qu'elle avait été noyée. Son corps a été retrouvé dans un bosquet d'Ahuntsic, dans le nord de la métropole.

La mère avait déclaré lundi aux policiers que son enfant avait été enlevé ce matin-là. Elle serait cependant revenue sur ses déclarations pour conduire un peu plus tard les policiers à l'endroit où ils ont trouvé le petit cadavre.

## Un policier traumatisé par un accident meurtrier

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

■ En état de choc, un policier de Laval a dû recevoir, hier, la visite d'un psychologue après avoir appris que la femme de 62 ans happée par l'auto-patrouille qu'il conduisait avait succombé à ses blessures.

Peu après minuit hier, les agents de l'auto-patrouille 104 ont reçu un appel leur demandant de se rendre rapidement au pont Pie IX où une femme menaçait de lancer son enfant dans la rivière. Sans perdre un instant, si-rène hurlant et gyrophares en action, le véhicule de la police s'est dirigé sur l'autoroute 19 (Papi-neau).

À 00h05, le véhicule des policiers a brûlé un feu rouge à son arrivée à l'intersection du boulevard de la Concorde — sortie est de l'autoroute 19 — pour heurter une automobile conduite par Mme Marielle Pelletier-Bisson, du quartier Duvernay, qui circulait sur cette artère. Transportée à la Cité de la Santé, elle devait succomber vers 1h15. L'agent qui conduisait a subi de légères blessures, tandis que son compagnon s'en est sorti indemne.

À ce moment, la chaussée était rendue glissante par la pluie abondante de lundi et, selon les informations obtenues, de l'huile

provenant des autos se serait mélangée à l'eau. Le véhicule de la police est allé s'arrêter dans le terre-plein après avoir heurté la voiture de la victime. La direction de la police n'a pas voulu dévoiler l'identité des deux policiers.

Le président André Nadon de la fraternité des policiers de Laval a déclaré que l'agent qui conduisait est très affecté par la tournure des événements. «C'est un homme très religieux, a ajouté le policier-syndicaliste, qui est dans la police municipale de Laval depuis une quinzaine d'années».

C'est la deuxième fois en un mois qu'une auto-patrouille de la police de Laval est impliquée dans un accident de la circulation.

Le 5 juillet, un jeune homme et son amie qui montaient une moto-cyclette ont été blessés à l'intersection des boulevards Dagenais et René-Laennec. Le policier à bord du véhicule répondait à un appel d'urgence. Au moment de l'accident, survenu à 23h05, la chaussée était en réparation.

Le relationniste de la police de Laval, Laurent Girouard, a mentionné que l'état-major avait demandé une révision complète des directives de conduites de véhicules en cas d'urgence.

Les automobiles accidentées de la victime et de la police.



**LES FONTAINES**  
CONDOMINIUMS EN BÉTON  
À PARTIR DE 124 400\$

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES À PARTIR DE 9 3/4%

ÉVITEZ LA TPS ACHETEZ AVANT 1991

4000 et 4002, BOULEVARD DES SOURCES DOLLARD-DES-ORMEAUX

**685-8216**

**LAFER 1990 NEUVE**  
RÉPLIQUE DE MG

FABRIQUÉE À L'USINE EQUIPEMENT

MOTEUR 1600 (2 carb.); FIBRE DE VERRE; PNEUS PIRELLI P44; INTÉRIEUR BOIS ET CUIR; VITRES ÉLECTRIQUES; PHARES HALOGENES; TOIT DUR OPTIONNEL; PEINTURE 2 TONS OPT.; GARANTIE COMPLETE.

**Automobiles A. Rivest inc.**  
839, Notre-Dame Repentigny (Autoroute 40, Sortie 100) **585-1700**

**SUPERVENTE D'AUTOS À SAINT-EUSTACHE**  
DU 13 AU 17 AOÛT

Dans le stationnement du Canadian Tire, 500, boul. Arthur-Sauvé, au sud de l'autoroute 640.

Marchands participants:

- MILLE-ÎLES AUTO **GM**
- BRUNELLE FORD **Ford**
- HAMEL NISSAN **NISSAN**
- FABREVILLE AUTO MAZDA **MAZDA**
- HAMEL HONDA **HONDA**
- SAINT-EUSTACHE TOYOTA **TOYOTA**

C'est le temps de faire une bonne affaire.

Hâtez-vous d'en profiter!

**Beaucoup plus...**

INCLUS:

- Transport et préparation
- Transmission automatique
- Climatiseur
- Servofrein
- Servodirection
- Phares à iode
- Glaces teintées
- Glaces électriques
- Sièges chauffants
- Radio cassettes

**740 GL SEDAN**

**pour beaucoup moins 399\$\*** PAR MOIS

EXEMPT DE LA T.P.S. POUR TOUTE LA DURÉE DU CONTRAT

**LEMENN VOLVO**  
3839, boul. TASCHEREAU, SAINT-HUBERT  
Tél.: 678-1220

Modèle 740 GL, location 36 mois, taxes en sus, 5 000\$ comptant ou reprise. D'autres conditions et modalités sont offertes.

**Secours aux Aînés**  
Une filiale de la Fondation Jules et Paul-Émile Léger

**Il suffit parfois d'un simple geste...**

Prière de remplir ce coupon et de le joindre à votre chèque ou mandat.

Faites parvenir vos dons à: **Secours aux Aînés**, 130, avenue de l'Épée, Outremont, Québec H2V 3T2

Nom: \_\_\_\_\_

N°: \_\_\_\_\_ Rue: \_\_\_\_\_ Appartement: \_\_\_\_\_

Ville: \_\_\_\_\_ Province: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_

Ci-joint la somme de: \_\_\_\_\_

Numéro de la carte: \_\_\_\_\_

VISA  Chèque

Nom et prénom du détenteur: \_\_\_\_\_

Mandat-poste

Date d'échéance: \_\_\_\_\_

Je désire un reçu pour fins d'impôt.

Oui  Non

Signature: \_\_\_\_\_

N° de permis de sollicitation de la Ville de Montréal 10662

**DU NOUVEAU SOUS LE SOLEIL**

Il y a des remises sur tous les modèles 1990 et sur certaines voitures et camionnettes GM 1991 en stock. De 500 à 3000\$\* Décidez-vous maintenant avant que l'été ne s'achève.

Remise en espèces de 750\$\* sur une Chevrolet Corsica et gagnez tout l'espace supplémentaire par rapport à une Ford Tempo.



Les 750\$ représentent déjà une bonne raison. Mais on achète une nouvelle Chevrolet Corsica pour bien d'autres bonnes raisons. Par exemple, la Corsica possède 6 pieds cubes d'espace intérieur de plus que la Ford Tempo! La Corsica est également livrable avec des moteurs économiques à 4 et 6 cylindres. Ne restez pas là à la contempler. Passez voir dès aujourd'hui votre concessionnaire GM.



**En route vers une bonne affaire**

\*L'offre s'applique aux modèles 1990 ou antérieurs intégralement neufs ou de démonstration, et à certains modèles 1991, de toutes les voitures et camionnettes GM achetées à partir du stock du concessionnaire. L'offre est valable à compter du 15 août 1990, pour une durée limitée ou jusqu'à épuisement des stocks. Pour les détails complets, consultez votre concessionnaire GM. \*D'après l'index des volumes intérieurs EPA.

# Montréal resserre l'étou autour des fumeurs

La cigarette est maintenant bannie des magasins, des salles d'exposition, des ascenseurs, etc.

AGNES GRUDA



Mme Léa Cousineau

■ Fumeurs, abstenez-vous: le conseil municipal de Montréal a adopté hier un règlement bannissant la cigarette de toute une série de lieux publics, dont les magasins, les salles d'exposition, les ascenseurs et les escaliers mécaniques.

En vertu du même règlement, les restaurateurs sont tenus d'offrir à leurs clients un espace où ces derniers pourront se sustenter à l'abri de la fumée.

Cet article, qui ne s'applique qu'aux restaurants de 25 places ou plus, prévoit une augmentation graduelle de la proportion des sièges réservés aux non-fumeurs: ils passeront de 25 p. cent la première année à 50 p. cent deux ans après l'adoption du règlement.

Le règlement sur la protection des non-fumeurs entre en vigueur immédiatement. Mais, ainsi que l'a expliqué Mme Léa Cousineau, membre du comité exécutif de la ville, les établissements touchés par ces dispositions disposeront d'environ trois mois pour s'y conformer.

La version finale de la réglementation anti-tabac reprend les principales recommandations formulées par la Commission du développement communautaire qui a tenu des audiences à ce sujet le printemps dernier.

Le comité exécutif a toutefois rejeté la suggestion faite à la demande des restaurateurs, qui souhaitaient que l'on tienne compte de l'achalandage d'un établissement dans le calcul des places «sans fumée».

Selon Mme Cousineau, l'introduction de cet assouplissement

aurait donné lieu à «l'arbitraire le plus total».

À l'Association des restaurateurs du Québec, on accepte la décision de la ville sur ce point. Mais l'organisme, qui a été étroitement associé à la rédaction du règlement, déploie hier certaines difficultés d'interprétation du règlement.

Ainsi, les bars sont soustraits à l'application du règlement. «Mais la distinction entre les bars et les restaurants n'est pas claire», s'est inquiété un porte-parole de l'Association, M. François Meunier. «Qu'arrivera-t-il par exemple de tous les bistros de la rue Saint-Denis, qui sont à la fois des bars et des restaurants?»

Un autre assouplissement pro-

posé par la Commission du développement communautaire a été retenu: lorsqu'un organisme tiendra une assemblée dans un lieu considéré comme public, la «gestion de la cigarette» sera laissée à sa discrétion. Cela vaut, par exemple, pour les assemblées syndicales.

Ce sont les inspecteurs municipaux et les policiers de la CUM qui verront à l'application du règlement. En cas d'infraction, ils distribueront des amendes allant de 300 \$ à 1 000 \$.

Les édifices municipaux sont déjà en principe soumis à un «zonage anti-fumée». Mais Mme Cousineau a reconnu hier que la ville éprouvait quelques difficultés à faire respecter l'interdiction de fumer dans ses locaux.

En l'absence de fumeur, plusieurs conseillers ont l'habitude de fumer dans le hall d'entrée, a-t-elle mentionné. «Ils siègent parfois pendant plusieurs heures, et nous ne voulons pas aller jusqu'à les obliger à sortir dehors.»

En attendant de trouver une solution à ce dilemme, l'administration a confié au secrétariat général le mandat de «resserrer le règlement.»

La réglementation de la ville s'ajoute à la loi provinciale sur la protection des non-fumeurs, qui interdit déjà l'usage de la cigarette dans certaines aires des édifices

gouvernementaux, municipaux et scolaires, ainsi que dans les transports publics et dans les établissements de santé.

### Paramunicipales

La Coalition démocratique de Montréal réclame la création d'une commission d'enquête portant sur la gestion de toutes les sociétés paramunicipales.

Dans un avis de motion présenté hier au cours d'une assemblée du conseil municipal, ce parti d'opposition soutient que «le comité exécutif semble avoir véritablement perdu le contrôle de certaines de ces sociétés.»

Parallèlement, le conseil municipal a adopté hier une série de nouveaux protocoles d'entente avec plusieurs sociétés paramunicipales, dont la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) et la Société de développement industriel (SDI).

Cette nouvelle génération de contrats avec les organismes paramunicipaux oblige ces derniers à s'inspirer de la gestion de la ville, notamment en ce qui a trait aux politiques d'achat et aux critères d'embauche.

Toutefois, pour la Coalition, ces mesures sont insuffisantes pour garantir une saine gestion des sociétés paramunicipales.

## LE VOYAGE VOUS INTÉRESSE?



### Le Collège April-Fortier: un nom qui vous ouvre toutes les portes

Devenir conseiller de voyage, c'est accéder à un nouveau style de vie, à un travail passionnant qui permet de voyager, de côtoyer une clientèle intéressante, de réaliser ses ambitions... quels que soient votre âge et votre situation.

**UN INVESTISSEMENT SÛR**  
Aujourd'hui les familles, les gens d'affaires, les retraités, les jeunes, tout le monde voyage de plus en plus. L'industrie a donc continuellement besoin de nouveaux compétents.

**LE NOM QUI OUVRE TOUTES LES PORTES**  
L'industrie du voyage recherche les diplômés du Collège April-Fortier pour leur professionnalisme, reconnu à l'échelle internationale. Pour devenir conseiller de voyage, agent de réservation ou accéder au poste de directeur d'agence, c'est le collège qui vous offre la formation la plus complète. Un enseignement de qualité, un équipement de pointe, des locaux ultra modernes, de même qu'une attention particulière à chacun et chacune, voilà le secret du succès April-Fortier.

**UN DOMAINE OÙ L'EXCELLENCE MÈNE AU SUCCÈS**  
Le conseiller de voyage doit maîtriser les techniques actuelles de l'industrie, connaître les routes aériennes, les principes de la tarification, la législation, les destinations... mais il doit également être capable de conclure ses ventes. C'est pourquoi les vrais professionnels se classent vite premiers.

**La réussite professionnelle par la satisfaction personnelle.**

**DÉBUT DES COURS LE 28 AOÛT INSCRIVEZ-VOUS SANS PLUS TARDER!**

**Collège April-Fortier**

Centre de formation en tourisme inc.

**521-1600**

801, rue Sherbrooke est, bureau 190, Montréal, Qc. H2L 1K7



## DISTRIBUTION AUX CONSOMMATEURS

## CENTRE DE LIQUIDATION

# GRAND SOLDE

# 4 JOURS SEULEMENT 50% DE RABAIS

# SUR TOUS LES ARTICLES\* EN MAGASIN

- MEUBLES
- APPARELS AUDIO ET VIDEO
- VAISSELLE
- CADENEX
- JOUETS
- MACHINES À ÉCRIRE
- VENTILATEURS DE PLAFOND
- VALISES

\*Ne comprend ni les piles ni les cartes de souhaits. Ventes fermes. Le solde se termine le 18 août 1990.

**Indication des prix**  
Les rabais annoncés sont basés sur les prix en catalogue ou les prix de détail anciens ou courants de Distribution aux Consommateurs et de Toyville.  
Le prix courant indiqué est celui auquel la marchandise a d'abord été offerte dans notre catalogue ou dans les magasins Toyville.

**HÂTEZ-VOUS! LES QUANTITÉS SONT LIMITÉES**

De Salaberry  
Brunswick  
Boul. des Sources

**PLAZA CENTENNIAL**  
3399, BOUL. DES SOURCES  
DOLLARD-DES-ORMEAUX (QUÉBEC)  
(514) 683-0353

**HEURES:**  
Lundi et mardi 9 h 30 à 18 h 00  
Mercredi, jeudi, vendredi 9 h 30 à 21 h 00  
Samedi 9 h 30 à 17 h 00

**LA CROISIÈRE** Les Tours St-Louis

Les jeudis et samedis, de 19h à 23h

PLACE À LA LAMBADA

Superbe démonstration de LAMBADA Plus concours des meilleurs danseurs

Dîner 3 services - spectacle - prix Croisière de 4 heures. Pour réserver, composez 367-2840 / 367-1629 départ de Lachine

**35\$** tout inclus

Les Tours St-Louis

300 chemin du Canal, Lachine

**CROISIÈRE CALYPSO** dimanche de 14h à 16h. Seulement 14\$.

**Mont ORFORD**

Station touristique internationale  
C.P. 248, Magog-Orford, J1X 3W8  
819-843-6548

### 10 BONNES RAISONS DE CHOISIR LE MONT ORFORD

1. Une des trois plus grandes stations de ski du Québec;
2. Un dénivelé élève: **540 mètres;**
3. Du ski sur **3 montagnes** à caractère différent;
4. **4 versants** au lieu d'un seul;
5. Un vaste domaine skiable de **180 acres** avec des pistes longues, larges et des plus panoramiques;
6. De la neige artificielle en abondance avec du ski assuré pour près de **5 mois par année;**
7. L'entretien des pistes est constant et de haute qualité;
8. Les remontées mécaniques sont en opération plus tôt le matin que dans la majorité des autres stations;
9. Le Mont Orford est facilement accessible par autoroute;
10. **Les billets sont moins chers** que dans les 2 autres stations majeures.

**Billets de saison 1990-1991**  
Prix avantageux avant le 17 septembre 90 et possibilité de paiements échelonnés. Économie de la T.P.S. avant le 31 août 90.

Escompte utilisé pour le calcul des prix indiqués	Payable en 1 versement Le ou avant le 31 août 90	Payable en 3 versements Le ou avant le 15 sept. 90	Payable en 2 versements Le ou avant le 14 oct. 90	Payable en 1 versement Le ou avant le 18 nov. 90	Payable en 1 versement Après le 18 nov. 90
	- 7%	- 5%	- 4%	- 3%	Prix régulier
<b>INDIVIDUEL</b>					
Adulte - 7 jours	\$591,00	\$603,00	\$610,00	\$616,00	\$635,00
Adulte - 5 jours (du lundi au vendredi)	391,00	399,00	403,00	407,00	420,00
Étudiant - 7 jours (14 à 23 ans)	484,00	494,00	499,00	504,00	520,00
Enfant - 7 jours (6 à 13 ans)	316,00	323,00	326,00	330,00	340,00
Adulte (65 ans et plus)					
Enfant (5 ans et moins)	<b>GRATUIT</b>				
<b>FAMILIAL</b>					
Premier membre	591,00	603,00	610,00	616,00	635,00
Deuxième membre	465,00	475,00	480,00	485,00	500,00
3e ou 6e membre étudiant (14 à 23 ans)	302,00	309,00	312,00	315,00	325,00
3e ou 6e membre enfant (6 à 13 ans)	200,00	204,00	206,00	209,00	215,00
3e ou 6e membre adulte (15 ans et moins)	<b>GRATUIT</b>				
<b>MAXIMUM FAMILLE</b>	1 670,00	1 705,00	1 723,00	1 741,00	1 795,00

**Nouveau**

**BILLETTS CORPORATIFS**  
Billets disponibles aux entreprises pour fin de relations d'affaires.  
28\$ par billet / T.P.S. en sus sur l'achat de 40 billets et plus pour adultes

**MINI-PASSE ORFORD**  
279\$ / T.P.S. en sus  
Série de 10 BILLETTS POUR ADULTES valides en tout temps à Orford seulement, à raison de un billet par jour.

**ÉCONOMIE DE LA T.P.S. AVANT LE 31 AOÛT 90**

# Les Montréalais préfèrent le vin aux spiritueux

PATRICK GRANDJEAN

■ Les Montréalais ont la palme de la consommation de vin au Québec et ils le préfèrent aux spiritueux. Ils ont cependant un faible pour la vodka et le scotch et raffolent le plus des bulles de champagne ou de bière importée, indique une étude de la Société des alcools dont *La Presse* a pris connaissance hier.

Chaque résident de la région montréalaise consacre jusqu'à 100 \$ par an à l'achat de vins — à la SAQ uniquement — contre 80 à 85 \$ pour les alcools forts.

En traçant ce premier profil de la consommation d'alcool des Québécois selon leur région, la SAQ a été étonnée d'apprendre que les Gaspésiens et les Madelinots en pincet pour le rhum blanc et les Abitibiens pour le whisky et la liqueur de café.

Les «coolers» et les liqueurs aux agrumes font fureur en Outaouais qui est la région administrative où on en consomme le plus par capita, indique la Segmentation géographique du marché de la SAQ, portant sur 100 catégories de produits offerts dans les 350 succursales de la Société.

Il en ressort également que le scotch et les bières importées constituent un phénomène urbain, étant plus appréciés à Québec et à Montréal où chapeau résident dépensait entre 1,7 et 3,5 \$ en 1988-1989 pour les 42 bières importées par la Société. Selon la SAQ, les ventes de ce produit croissent de 35 p. cent par an.

Les Montréalais boivent en moyenne 0,14 bouteille de champagne par an, contre un très maigre 0,02 bouteille dans de nombreuses régions. En fait, au Québec, 50 p. cent du champagne serait consommé dans l'île de Montréal.

Le «gros gin» est l'apanage de la Côte-Nord, de la région de

Québec et du Bas Saint-Laurent où l'on en consomme entre 0,7 et 0,93 bouteille par an, tandis qu'en Outaouais et à Montréal, on en boit huit fois moins.

Ces trois régions sont d'ailleurs, avec la Gaspésie, en tête de liste pour l'achat de spiritueux (85 à 90 \$ par personne et par an), plus populaire que les vins de la Société des alcools.

L'étude révèle aussi que la vodka coule plus volontiers dans la Métropole, ainsi que dans Lanaudière et au Saguenay-Lac-Saint-Jean. C'est aussi dans cette dernière région, précisément à Dolbeau, que l'on consomme le plus de cognac au Québec. Toutefois, le plus chiche VSOP et la fine chère à Napoléon régalaient d'ailleurs les gosiers du West-Island.

Précisons que la plus haute consommation per capita dépasse rarement une bouteille par an et par catégorie de spiritueux.

Les résidents des Laurentides auraient aussi une préférence pour le vin, comme ceux de la région montréalaise. Et Sorel est encore le fief du «p'tit blanc», si l'on considère que cette ville a la médaille des ventes d'alcool pur à 40 et 94 p. cent, a indiqué M. Yvon Colletterie, de la direction de la mise en marché de la SAQ.

### Être à l'écoute des clients

«Même si nous sommes un monopole, nous cherchons à nous rapprocher de notre clientèle et être à son écoute», a expliqué Mme Danièle Maisonneuve, directrice des communications de la SAQ en présentant l'étude volumineuse commandée par la direction de la SAQ et qui lui sera soumise ce matin.

Ainsi, à partir des indications précises sur la géographie des ventes, la SAQ entend adapter l'étalage dans ses succursales à sa clientèle.

Selon M. Colletterie, cette étude

permet également de mieux planifier la distribution et de poursuivre l'effort de réduction de la superficie des magasins, sans trop affecter la clientèle, ce qui se traduira, dit-il, par des économies d'échelle.

«Nous avons commencé (hier) le renouvellement des baux de nos succursales pour les cinq prochaines années», a indiqué M. Colletterie. Cette «rationalisation» de l'activité de la SAQ ne devrait toutefois pas entraîner de suppressions de postes dans les succursales, a précisé Mme Maisonneuve.

De l'aveu même de son président, M. Jocelyn Tremblay, la SAQ n'est plus la vache à lait du gouvernement. La SAQ vient de connaître la pire année de son existence. Ces revenus ont été de 385 millions \$ en 1989 alors qu'elle comptait atteindre 398 millions \$.

Parmi les solutions envisagées pour mieux répondre aux besoins de la clientèle et sortir du marasme relatif, Mme Maisonneuve a évoqué la création de magasins à grandes surfaces, «Les carrefours des connaisseurs».

Cette deuxième génération de Maisons des vins offrira la gamme complète de la SAQ (plus de 3 000 produits), ainsi que des cours de dégustation et une gamme de produits associés au vin.

Deux succursales de ce type seront inaugurées officiellement en septembre, à Laval et Sherbrooke, et la SAQ envisage d'en ouvrir d'autres, notamment près de la Place Versailles dans l'Est de Montréal.

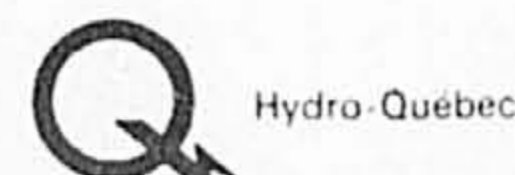
Enfin, Mme Danièle Maisonneuve a indiqué que la Société des alcools du Québec a enregistré des pertes pour vol ou bris de bouteilles estimées à un million de dollars, soit moins de 0,1 p. cent de son chiffre d'affaires de plus d'un milliard de dollars, entre juin 1989 et juillet 1990. Selon elle, ces pertes sont «minimes» comparées à d'autres commerces au détail.

Sur ce total, «les vols ne représentent que des broutilles», a-t-elle poursuivi. Au cours des 12 derniers mois, il y a eu huit vols, représentant une perte de 3 000 \$, au centre de distribution de Montréal et d'autres, d'un montant moins élevé, à l'entrepôt de la SAQ de Québec.



## PREMIER SOMMET MONDIAL "FEMMES ET MULTIDIMENSIONNALITÉ DU POUVOIR"

A



Voix des femmes Canada et Femmes pour un sommet efficace international

Le Secrétariat à la condition féminine du gouvernement du Québec  
Le Secrétariat d'État du Canada, le Programme de promotion de la femme  
La Direction des Relations interraciales et du multiculturalisme  
La Direction générale de la promotion des langues officielles  
L'Agence canadienne de développement international

Alfred Dallaire  
Banque Nationale  
Léonard et Parisien  
Pétro-Canada

Banque Royale  
Johnson & Johnson  
Provinces Unies  
Reed Stenhouse

Bombardier inc.  
Canadien National  
Cascades  
Dale-Panseau inc.  
Gaz Métropolitain  
Groupe T.C.G. (Québec) inc.  
Guillevin international inc.  
IAF Biochem international inc.  
Imasco limitée  
La Corporation du Groupe La Laurentienne  
La Prudentielle Compagnie d'assurances itée  
Le Groupe Coscient inc.  
Le Groupe SNC  
Les Rôtisseries St-Hubert  
Maheu Noisieux  
Marianne-Clermont inc.  
Montréal Trust  
Northern Telecom Canada itée  
Power Corporation du Canada  
Privoigo inc.  
Raymond, Chabot, Martin, Pare  
Société du Palais des Congrès de Montréal  
Trust Général du Canada

Caisse Populaire Le Mistral  
Cascades East Angus, inc.  
La Presse  
La Revue des Fermières  
Le Devoir  
Le Devoir Économique  
Le Journal de Montréal  
Le Magazine Avenir

Banque fédérale de développement  
BCP Stratégie Créativité  
Gestion Yves Renaud  
Laboratoire Dr. Renaud  
Le Groupe Maillette  
Amaro inc.  
Dumont Vins & Spiritueux inc.  
Gisèle Gauthier inc.  
L'Entre-Miche  
Lucille Hudon inc.  
Mangetout  
Office général des eaux minérales itée  
Thrifty Location de voitures

aux journalistes,  
aux participantes et participants  
et  
aux bénévoles.

POUR CET IMMENSE SUCCÈS

UN GRAND MERCI!



Cette annonce est une gracieuseté de

## L'éducation permanente au Collège O'Sullivan

### Toute une différence

- Techniques de Bureau
- Secrétariat spécialisé

- Direction
- Juridique
- Médical

- Tenue de livre, Comptabilité
- Micro-ordinateur
- Commerce International
- Langues — Français/Anglais

Composez: (514) 866-4622



**Collège O'Sullivan**  
LA DIFFÉRENCÉ

1191, rue de la Montagne, Montréal,  
Québec H3G 1Z2 Métro Peel, Lucien l'Allier  
Min. de l'Éducation-Permis développement personnel # 749773

## "J'ai aujourd'hui un emploi excitant et j'en suis fière!"

### Le dossier de C. Laviole

Âge : 20 ans

Scolarité : Diplôme d'études secondaires professionnelles

Expérience de travail : caissière et bouchère

Problème : Trop jeune et aucune expérience technique

### Plan d'action :

- Septembre 1988, inscription au programme intensif de techniques de bureau au Collège O'Sullivan.
- 9 mois de formation intensive avec d'autres adultes, travail assidu avec des professeurs qui maîtrisent réellement bien leur matière.
- En stage... emploi permanent.

### Problème résolu :

Le 6 juin 1989 débute comme secrétaire au service de cargo d'une compagnie aérienne de renommée internationale.

Ceci est un cas véridique basé sur un dossier tiré des archives du Collège O'Sullivan, collège reconnu d'avant garde dans le milieu des affaires.

Le nom et la photo de la personne ont été changés afin de préserver son identité.

Composez: (514) 866-4622



**Collège O'Sullivan**  
LA DIFFÉRENCÉ

1191, rue de la Montagne  
Montréal, Québec H3G 1Z2 Métro Peel, Lucien l'Allier

# DU NOUVEAU SOUS LE SOLEIL

Il y a des remises sur tous les modèles 1990 et sur certaines voitures et camionnettes GM 1991 en stock. De 500 à 3 000 \$\*  
Décidez-vous maintenant avant que l'été ne s'achève.  
Remise en espèces de 750 \$\* sur la voiture la plus vendue au Canada.  
La Chevrolet Cavalier.



Une remise de 750 \$ pourrait être déjà un bon argument pour acheter une Cavalier. Mais il y a bien d'autres raisons pour lesquelles la Chevrolet Cavalier est la voiture qui se vend le mieux au Canada. Par exemple, la Cavalier est plus économe que la Ford Tempo. Il suffit d'aller chez votre concessionnaire GM pour la découvrir.

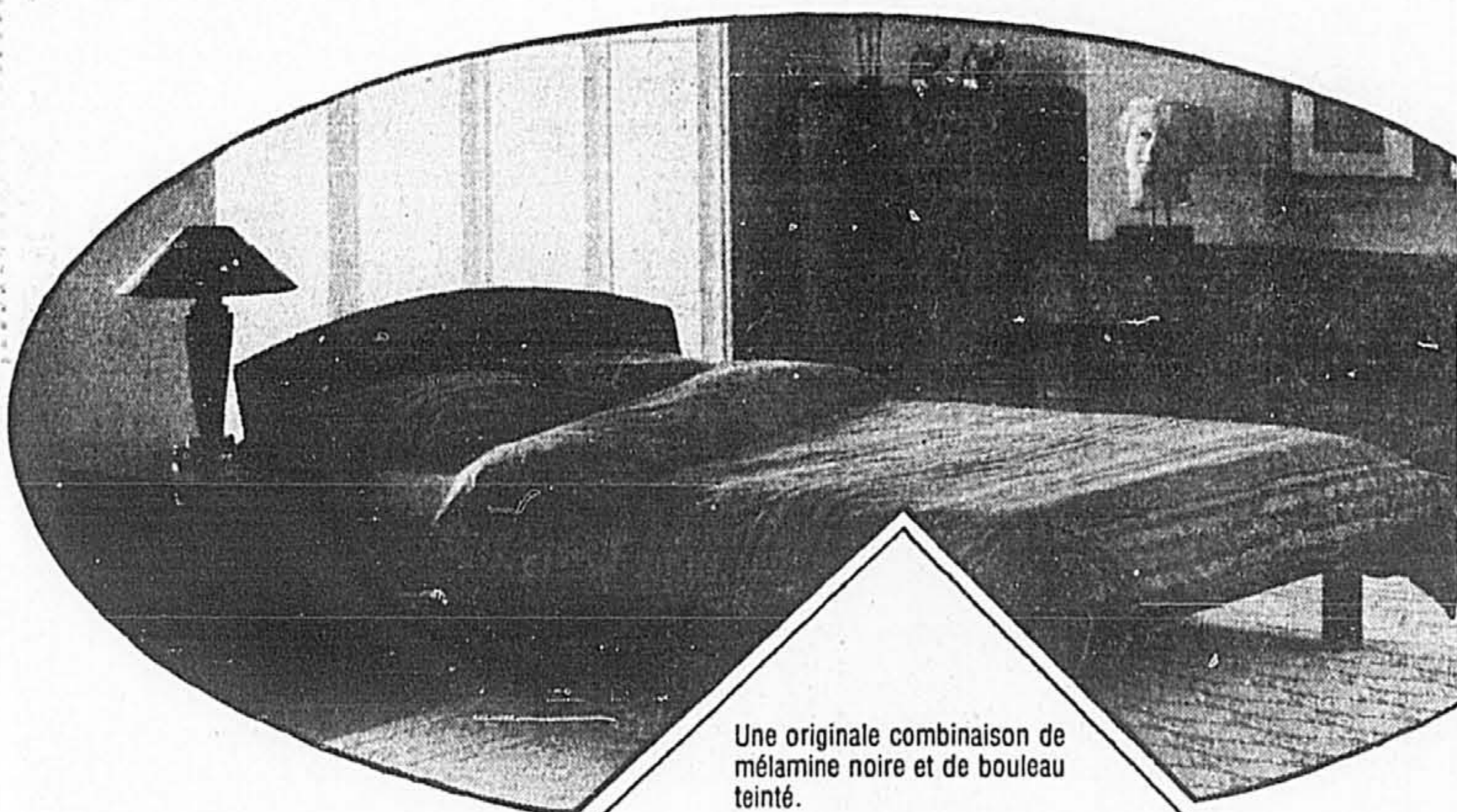


## En route vers une bonne affaire

\*L'offre s'applique aux modèles 1990 ou antérieurs intégralement neufs ou de démonstration, et à certains modèles 1991, de toutes les voitures et camionnettes GM achetées à partir du stock du concessionnaire. L'offre est valable à compter du 15 août 1990, pour une durée limitée ou jusqu'à épuisement des stocks. Pour les détails complets, consultez votre concessionnaire GM. 1D'après les ventes de l'année de fabrication et de l'année civile 1990, par Compuserch.

# MAINTENANT

de bien belles choses... abordables!

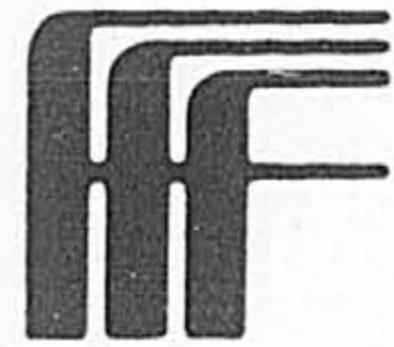


Une originale combinaison de mélamine noire et de bouleau teinté.

LA PROMOTION DU MANUFACTURIER

**\$1,955<sup>00</sup>**  
COMPLÉT

(MATELAS NON COMPRIS)



## Fontaine

de bien belles choses...

9780, rue Sherbrooke est, Montréal (514) 352-3913

12, 265, boul. Laurentien (coin Gouin) Montréal (514) 331-8044

du 8 au 31 août 1990, c'est la vente chez Fontaine!

## Vol d'explosifs à la carrière Desourdy: la SQ recherche un troisième suspect

MARCEL LAROCHE

Les policiers de la SQ ont multiplié leurs recherches depuis quelques jours dans l'espoir de mettre la main au collet de Raynald Beauchemin, un jeune homme soupçonné d'avoir activement participé au vol de quelque 4500 livres d'explosifs Cannex perpétré en début de juillet dernier, à la carrière Desourdy de Saint-Bruno, sur la Rive-Sud.

Deux autres complices de ce vol d'explosifs, Steve Daraïche, 23 ans, et Carl Larouche, 19 ans, ont déjà été appréhendés par les policiers qui ont du même coup retrouvé toute cette dangereuse marchandise bien dissimulée à

l'arrière d'une petite érablière du rang Brûlé, à Saint-Marc-sur-Richelieu.

Emprisonnés depuis leur arrestation, les deux jeunes gens sont accusés du vol de plus de deux tonnes d'explosifs, un vol que la SQ considère comme le plus important dans l'histoire du Québec.

Quant à leur complice Raynald Beauchemin, un jeune homme de 18 ans, de la rue Thomas, à Saint-Amable, il est actuellement introuvable.

Employé dans une firme de la rue Eiffel, à Boucherville, le jeune homme n'a pas été revu à son travail depuis le jeudi 9 août, soit au lendemain de l'arrestation de ses copains Larouche et Daraïche.



Raynald Beauchemin

Un mandat d'arrestation a d'ailleurs été émis contre Beauchemin qui devra éventuellement faire face à huit chefs d'accusations relativement au vol de cette importante quantité de dynamite et de cordons détonants.

Tout renseignement pouvant conduire à l'arrestation de ce jeune homme peut être transmis à l'Unité des crimes contre la propriété de la SQ de Montréal, à 598-4018, où il sera traité en toute discrétion par les policiers chargés de l'enquête sur cet important vol d'explosifs.

## Des accusations de méfaits seront portées contre 187 étudiants

CHRISTINE LEBRUN

Des accusations seront portées contre les 187 étudiants qui, le 20 mars dernier, ont envahi le parquet de la Bourse de Montréal pour sensibiliser le monde des affaires aux conséquences du dégel des frais de scolarité.

Les interpellés ont très mal réagi à ce moyen de pression des étudiants. La violence a éclaté et la police s'est interposée entre les deux groupes. À la suite de leur arrestation, des accusations de méfaits et de voies de faits ont été rédigées contre la plupart des étudiants appréhendés.

Le lendemain, quelque 500 étudiants ont manifesté contre l'arrestation de leurs collègues. Ils ont aussi réclamé du procureur général qu'il ne porte pas d'accusations et qu'il interrompe la « répression ».

Me Charles Baudouin Côté représente environ 150 des étudiants maintenant aux prises avec la justice. Il a tenté d'obtenir que la Couronne retire les accusations pesant contre ses clients, mais en vain. Les accusations seront portées par Me Valérie Tremblay, de la Cour municipale.

La FAECUM (Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal) annoncera demain sa réaction au maintien des accusations contre ses membres. Plusieurs des inculpés ignoraient encore ce qui les attend, aucune sommation de

comparaître ne leur étant parvenue, selon Alkis Papadopoulos, coordonnateur aux affaires externes de la FAECUM.

**Collège de Bois-de-Boulogne**

*L'éducation des adultes*

**GÉRONTOLOGIE**  
AEC 900.15

**Programme intensif de jour**

menant à une attestation d'études collégiales

Ce programme s'adresse particulièrement aux adultes qui travaillent ou qui désirent travailler auprès des personnes âgées à domicile, en milieu institutionnel, public ou privé, et dans différentes organisations communautaires.

**AUTOMNE 1990**

Du 17 septembre au 14 décembre

Initiation à la gérontologie et au milieu gérontologique (45 h)  
le mardi de 8 h 30 à 11 h 45

Phénomènes biologiques et vieillissement I (45 h)  
le mercredi de 9 h à 16 h 30  
du 19 septembre au 31 octobre

Phénomènes biologiques et vieillissement II (45 h)  
le mercredi de 9 h à 16 h 30  
du 7 novembre au 19 décembre

Approche de la mort (45 h)  
le lundi de 8 h 30 à 11 h 45

Psychologie de la personne adulte (45 h)  
le mardi de 13 h à 16 h 30  
Coût: 45 \$ chaque cours

\* Ce programme est également offert à temps partiel le soir.  
Informations et inscriptions: 332-3000, poste 313.

10555, avenue de Bois-de-Boulogne, Montréal, Québec H4N 1L4



# fotoclik

DES RABAIS  
QUI CLIQUENT!

## DOUBLEZ VOS PHOTOS

**GRATUIT!**

1 FILM développement compris  
PLUS  
4 FILMS Kodak  
à l'achat d'un appareil-photo\*\*

POUR  
**100\***

POUR CHAQUE FILM  
QUE VOUS FAITES  
DÉVELOPPER CHEZ  
FOTOKLIK,  
OBTENEZ LE DOUBLE  
DE VOS PHOTOS  
POUR SEULEMENT  
100 \$ DE PLUS.



Kodak  
235 35 mm

**49<sup>99</sup>**



Vivitar  
PS 120

**69<sup>99</sup>**



Canon  
EZ 35 mm

**89<sup>99</sup>**



MINOLTA  
Freedom 50

**99<sup>99</sup>**

\* Cette offre s'applique à tous les films développement non-compris procédé C-41.

L'offre se termine le 18 août 1990.

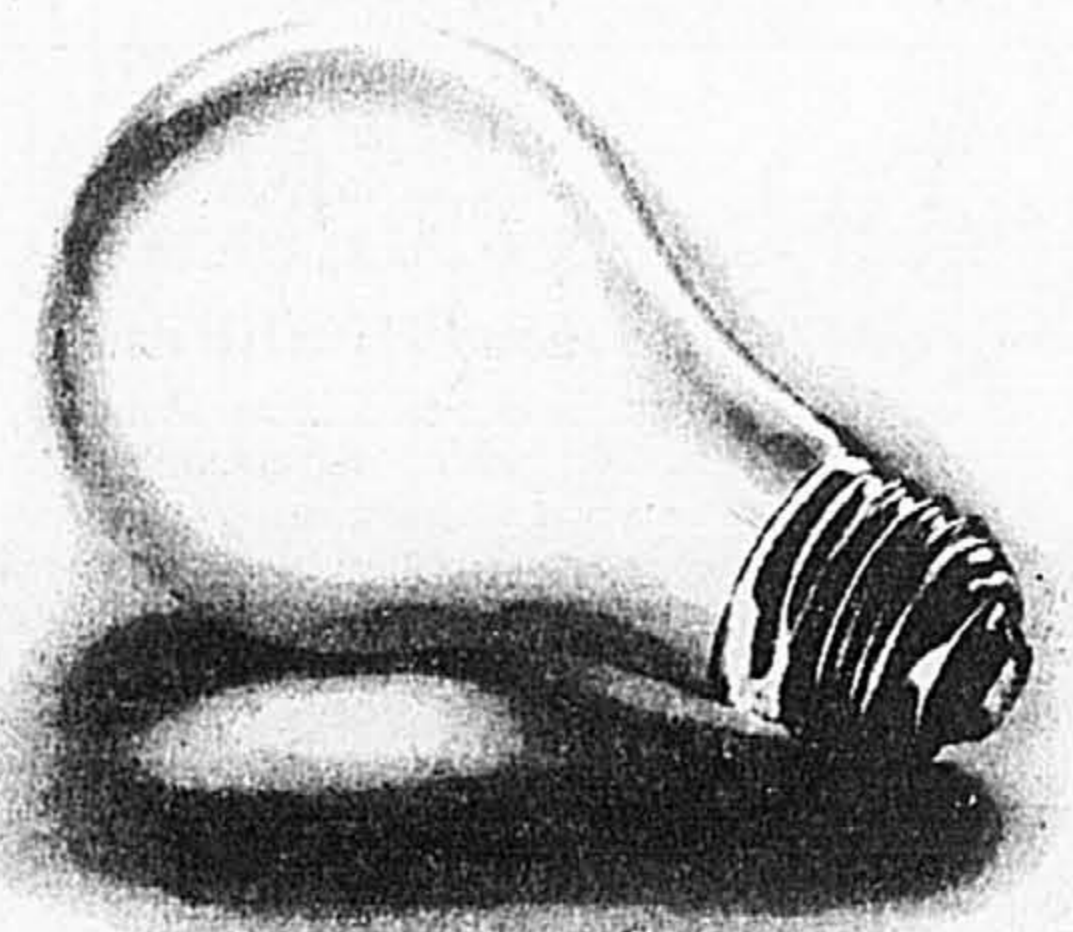
\*\* Lorsque vous achetez un appareil-photo 35 mm ou 110 chez Fotoclik, vous recevez un livret de 4 bons. Chaque fois que vous rapportez un film avec un bon pour le faire développer, vous recevez gratuitement un film Kodak.

MONTRÉAL  
Carrefour Angrignon  
Centre commercial Beaconsfield  
Centre commercial Ile Perrot  
Centre Rockland  
5168, Côte-des-Neiges  
Galerias Rive-Nord  
Place Bourassa  
Place Vertu

RIVE-NORD  
Carrefour du Nord  
Centre Duvernay  
Galerias des Laurentides  
Galerias Mille-Îles  
Galerias Terrebonne  
Place St-Eustache  
Promenades Deux-Montagnes

RIVE-SUD  
Carrefour Richelieu  
Mall Champlain  
Place Jacques-Cartier  
Place Longueuil  
Promenades de Sorel

## Sécurité du foyer



### Cette ampoule de 79¢ ne peut alerter la police

Chacun a son propre système pour protéger son chez-soi - laisser les lumières allumées et bien verrouiller les portes. Malgré cela un quart de million de résidences canadiennes sont cambriolées chaque année. Les statistiques révèlent en plus que la plupart des pénétrations par effraction surviennent lorsque la maison paraît inoccupée. Les méthodes de sécurité d'autrefois sont nettement insuffisantes! Une serrure à penna dormant ou une ampoule électrique ne peuvent avertir la police en cas d'effraction.

**Mais ADT peut le faire**

C'est la raison pour laquelle ADT aide à protéger plus de compagnies de 'Fortune 500', de petites exploitations et de résidences que toute autre entreprise de sécurité à travers le monde.

**ADT aide à protéger votre résidence**

Si vous prévoyez l'achat d'un système de sécurité, appelez ADT. Comparez les possibilités. Pour seulement 595 \$\*, ADT vous aidera à protéger votre famille et votre foyer mieux que quiconque.

**Appelez dès aujourd'hui pour un examen de sécurité gratuit**  
**Faites le (514) 745-3890**

**ADT est présente même en votre absence**  
\*Frais de surveillance mensuels modiques en plus

**ADT**  
Systèmes de sécurité

# Les pluies torrentielles causent des dégâts considérables en Beauce

Presse Canadienne  
SAINT-GEORGES

« C'est pire que la débâcle! » Les dégâts causés par les pluies torrentielles qui ont déferlé sur la Beauce durant la journée de lundi laisseront des souvenirs encore plus vifs chez les Beaucerons que la célèbre débâcle de 1986.

Au point que les édiles de Saint-Georges ont demandé le statut de zone sinistrée et que le maire évalue les dommages à environ 5 millions \$, disant qu'il s'agit de l'inondation estivale la plus dévastatrice.

À partir de 21 h 30 lundi et au cours de la nuit d'hier, on a dénombré quatre ponts emportés à Saint-Prospère, des rues fermées, des commerces et des sous-sols inondés à Saint-Georges, un sous-sol d'hôpital envahi par la vase en raison d'un glissement de terrain à Saint-Georges, quelques résidents encerclés par l'eau à Saint-Prospère, un terrain de camping inondé à Saint-Joseph. En somme, un bilan digne du déluge.

La Beauce a donc connu lundi de très fortes précipitations qui ont fait déborder les puisards dans un premier temps, mais surtout, qui ont gonflé les ruisseaux. En tout, 102,6 mm de pluie sont tombés sur Saint-Georges et, selon l'observatrice météorologique, Mme Eva-Reine Roy, « ça ne s'est jamais vu ».

Ainsi, dans le centre-ville de Saint-Georges, la 1ère Avenue était recouverte de plus de deux pieds et demi d'eau par endroits. Toute cette flotte était principalement amenée par le petit ruisseau d'Ardoise qui, en temps normal, ne dépasse guère un pied de profondeur. Mais sous la pression de la pluie, le ruisseau est devenu torrent. Un stationnement près de ce cours d'eau a été emporté, laissant tout juste le temps au propriétaire d'une véhicule à quatre roues motrices de retirer son véhicule.

Les commerces adjacents au ruisseau d'Ardoise, soit une boutique de céramique, l'école de conduite Traffic Sécuritaire et la station de radio CKRB ont été

inondés, et font face à des pertes importantes. Il va sans dire qu'ils ont dû fermer leurs portes.

En face, sur l'autre rive de la Chaudière, l'hôpital de Saint-Georges a eu sa part de pépins. C'est que le « terrain des sœurs », derrière la partie la plus récente de l'hôpital, a été emporté par la pluie, entraînant la vase vers le sous-sol de l'hôpital. Résultat : cinq pieds d'eau boueuse.

Pierre Mathieu, un employé de l'entretien, a été appelé par les agents de sécurité pour un dégât d'eau au sous-sol : « Je suis descendu avec mon confrère par l'ascenseur. Mais en ouvrant la porte, un bon trois pouces d'eau sale s'est engouffré dans la cabine. On est remonté aussitôt en comprenant que ce problème n'était plus de notre ressort... »

Les pertes seront lourdes pour l'hôpital. Au sous-sol se trouvaient la réserve des rayons-X, les ordinateurs, des ateliers et des plans de toutes sortes : tout cela a été recouvert sous cinq pieds de boue. Comble de malheur, la génératrice, qui avait tenu le coup

même submergée, a fait faux bond une fois l'eau retirée. Tous les services ont toutefois pu être assurés aux patients.

Dans le cas de l'hôpital en particulier, les Beaucerons ont fait la démonstration de leur débrouillardise proverbiale. Un fossé a été creusé le long du « terrain des sœurs » pour canaliser l'eau loin de l'hôpital et des remblais de terre ont été élevés dans le même but.

Par ailleurs, les 158e et 159e rues sont ravagées et auront besoin d'être complètement refaites. Des plaques d'asphalte ont été emportées par les eaux et des dépôts de gravier et de sable jonchent la voie. Là aussi, ce sont de petits ruisseaux qui ont débordé jusqu'à devenir de véritables chutes.

Des dégâts spectaculaires ont été observés à Saint-Prospère où quatre rangs ont été coupés parce que des ponts ont été emportés. Ces ponts, formés de larges conduites sous l'asphalte, laissaient passer de petits ruisseaux secon-

naires, dont celui appelé par les résidents le « ruisseau à Alec ». Ils n'ont pas résisté à la pression des eaux.

Hier matin, les travailleurs re-

broussaient chemin devant ces routes coupées, qu'on ne contour-nait que par de longs détours. Ce sont les rangs 9, des Carreaux, de Merisier et Saint-Louis.

**Cégep de Saint-Laurent**

## AUTOCAD

Trois niveaux de formation,  
60\$ le cours,  
incluant l'accès aux laboratoires  
en dehors des heures de cours.  
Inscription jusqu'au 24 août 1990  
**FORMATION DES ADULTES • 747-6616**  
625, boul. Sainte-Croix, Saint-Laurent • Metro Du Collège  
**POUR DÉVELOPPER DE NOUVELLES COMPÉTENCES**

LA BONNE  
ADRESSE

# AVANT LA RENTRÉE



RABAIS  
\$300

999<sup>00</sup>  
1299.00

**Facilitez le travail de votre étudiant!**  
Tandy 1100 FD avec unité de disque de 3 1/2", 720 k. Traitement de texte et vérificateur d'orthographe intégrés. Ne pèse que 6 lb, 84 touches. Accès parallèle/série et écran très lisible de 7.7 x 4.75". Pile rechargeable et adaptateur CA. 25-3530

399<sup>00</sup>

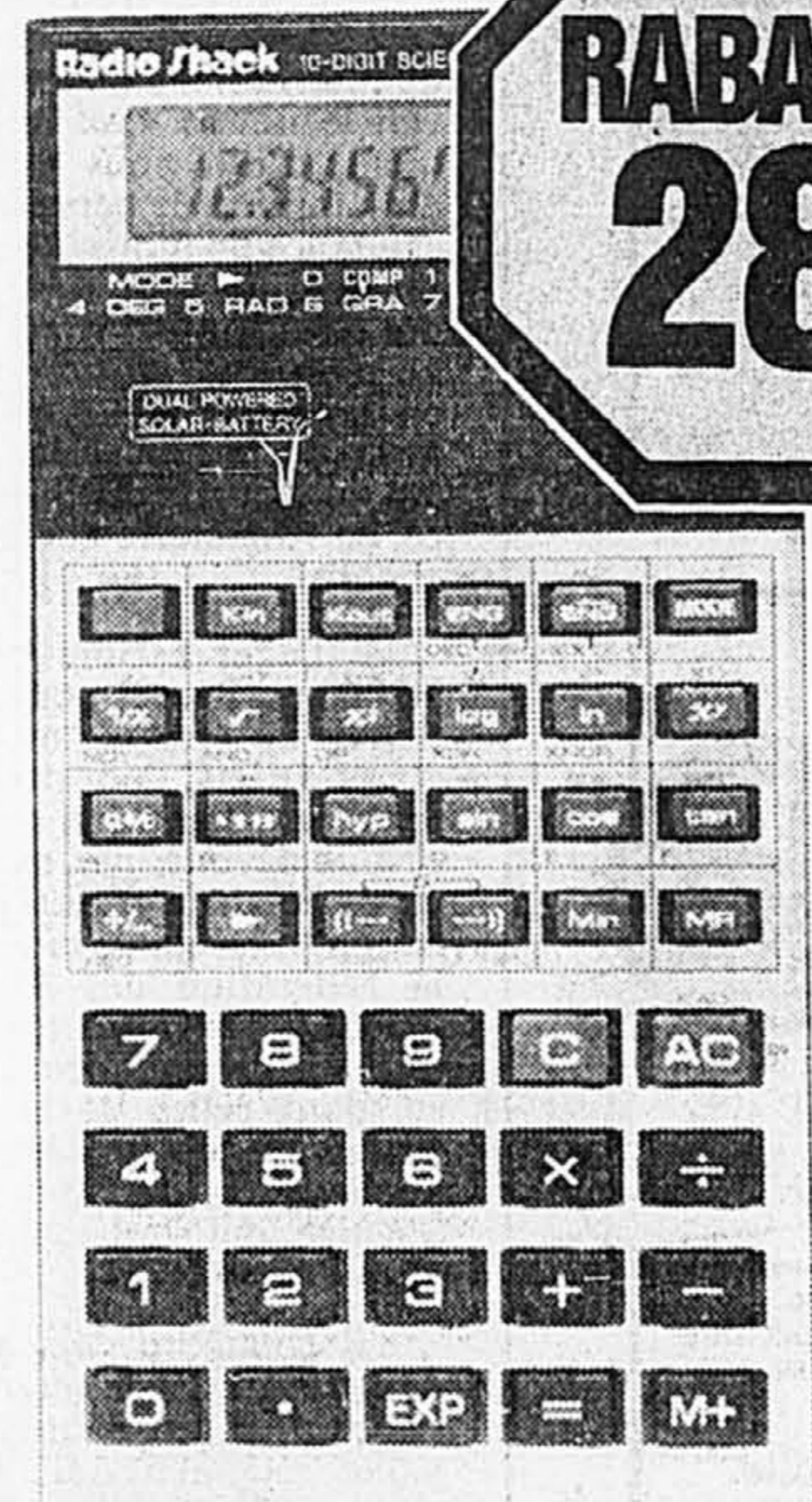
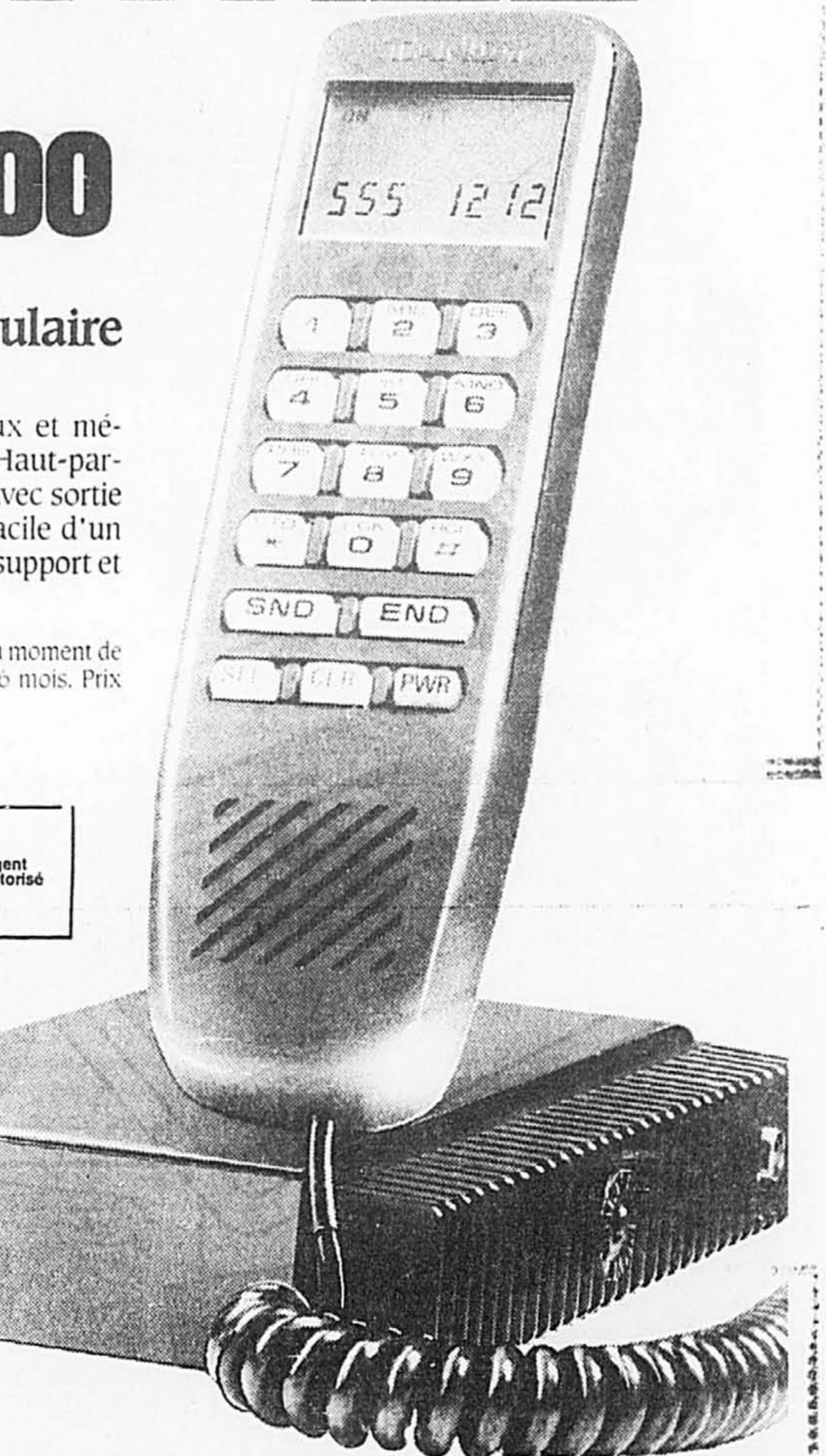
**Téléphone cellulaire  
mains libres**

Capacité de 832 canaux et mémoire de 30 numéros. Haut-parleur/contrôleur intégré avec sortie de 3 watts. Transfert facile d'un véhicule à l'autre. Avec support et fixations. 17-1076

Le téléphone doit être activé au moment de l'achat pour un minimum de 6 mois. Prix sans activation 699.00.  
Prix après la vente 799.00

**Bell Cellulaire** Agent autorisé

RABAIS  
\$400



RABAIS  
28%

2495  
34.95

**Calculatrice scientifique**  
87 fonctions, 18 niveaux de parenthèses, fonctions trigonométriques. Avec pile. 65-997

**Des prix, encore des prix!**

- RABAIS 33%. Calculatrice scientifique, avec piles. 65-983. Cour. 59.95.....solde 39.95
- RABAIS 16%. Parlez et ce téléphone se met au travail 43-8050. Cour. 59.95.....solde 49.95
- RABAIS \$10. Calculatrice à 177 fonctions de maths et science. 65-992. Cour. 69.95.....solde 59.95
- RABAIS 25%. Montre étanche à affichage numérique double, avec pile. 63-5061. Cour. 19.95, solde 14.95
- RABAIS 33%. Chronomètre étanche à mémoire pour 9 tours, avec pile. 63-5012. Cour. 44.95, solde 29.95
- RABAIS 33%. Casque-radio AM/FM stéréo. Antennes intégrées. 12-125. Cour. 44.95.....solde 29.95
- RABAIS \$30. Portatif à 2 platines avec copie grande vitesse. 14-756. Cour. 179.95.....solde 149.95
- RABAIS \$10. Clavier polyphonique à 4 notes. 42-4004. Liquidation. Était 99.95.....solde 89.95
- RABAIS \$50. Chaîne stéréo avec correcteur graphique. 13-8101. Liquidation. Était 499.95... solde 449.95
- RABAIS \$60. Poste SRG à canaux 9 et 19 prioritaires. 21-1511. Liquidation. Était 159.95... solde 99.95
- RABAIS 37%. Loupe à grossissement 30, avec étui. 63-851. Cour. 15.95.....solde 9.95
- RABAIS 33%. Multimètre à gamme automatique. Avec étui et piles. 22-165. Cour. 59.95... solde 39.95
- Modem de 2400 bauds. 25-3538..... 249.95

RABAIS  
33%



1995  
29.95

**Radio flottante**  
Pour la piscine ou la baignoire. Bouton pour accord et CAF en FM. Avec courroie. 12-204

Visitez votre magasin Radio Shack et renseignez-vous sur nos réclames "Retour à l'école"!  
**Le solde expire le 31 août 1990**

# VENEZ CHEZ

# Radio Shack

DIVISION INTER-TAN CANADA LTÉE

Piles, cassettes/adaptateurs ne sont pas fournis. Sauf mention contraire. Nous dégageons toute responsabilité relative aux erreurs (illustrations et texte). Sauf pour les articles en liquidation, un bon de réduction différée sera émis si un article est épuisé.



**Le magasin ou détaillant Radio Shack participant le plus proche est dans les pages blanches**

# Les Acadiens de Montréal se fêtent en ville, ce soir

MARYSE BÉRUBÉ

lères et vos instruments de musique: c'est la fête de l'Acadie. Si le million de Québécois d'origine ou de descendance acadienne sort

sur les trottoirs aujourd'hui, il y aura tout un tintamarre.

Autrefois, en ce jour, les Acadiens commémoraient leur patronne, Notre-Dame de l'Assomption. Mais avec les années, l'anniversaire religieux a pris une autre allure: le peuple se fête. Chaudrons, cloches, klaxons, cornets, une cacophonie pour faire comprendre au monde entier que les Acadiens existent et sont là pour rester.

«Traditionnellement, les Acadiens exprimaient leur joie ou manifestaient leur mécontentement en faisant beaucoup de bruit, avec leurs fusils. C'était aussi une bonne façon d'aviser les colonies de se protéger des attaques anglaises», explique Bernard Thériault, autrefois historien au Village Acadien de Caraquet, au Nouveau-Brunswick.

La coutume du vacarme étonnait bien des visiteurs, raconte M. Thériault, aujourd'hui député à Fredericton. Après sa visite à Caraquet en 1812, Monseigneur Plessis, l'évêque de Québec, a

écrit dans son journal de bord que les Acadiens avaient une façon bien curieuse d'accueillir les visiteurs... avec des coups de feu.

## Un peuple éparpillé

«Un million d'habitants du Québec sont Acadiens ou d'origine acadienne et seulement le quart d'entre eux en sont conscients», constate Marcel Léger, président de la Fédération des Acadiens du Québec. En Atlantique, ils sont plus de 300 000 dont 250 000 au Nouveau-Brunswick, 36 000 en Nouvelle-Écosse, 7000 à l'Île-du-Prince-Édouard et 2600 à Terre-Neuve.

La vie n'a pas été de tout repos pour ce peuple. Après la déportation de 1755, les Acadiens des Maritimes ont vécu plusieurs autres exodes, ce qui explique leur nombre important au Québec, en Ontario et dans l'Ouest canadien.

«L'Acadie a toujours eu de la difficulté à garder ses professionnels car elle offrait peu de perspectives d'emploi», note

René Légère, secrétaire général de la Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick. Même les moins bien nantis avaient de bonnes raisons de partir. De 1950 à 1965, par exemple, l'industrialisation massive des grandes villes a attiré énormément d'Acadiens puisque leur patrie était bien en retard au niveau du développement. Résultat: près de 250 000 d'entre eux sont aujourd'hui regroupés à Montréal.

Les Acadiens de Montréal pourront, ce soir, démontrer leur fierté en se réunissant à l'occasion d'un cinq à sept de la Fédération acadienne du Québec, dans ses bureaux situés rue Sherbrooke.

De plus Les Acadiens en ville organisent une fête qui débutera par une messe à la paroisse Saint-Jean Berchmans à 18h30. Une dégustation de mets acadiens et un spectacle des *Frotteurs d'ottes*, groupe de Saint-Isidore au Nouveau-Brunswick, suivront à la salle paroissiale.



Marcel Léger, ancien ministre péquiste, ne cache pas son engouement pour tout ce qui est acadien.

## Marcel Léger prépare «l'envers de la Déportation»

JULES BÉLIVEAU

«Ce ne sera qu'une rencontre de quelques jours, mais nous voulons qu'elle soit l'envers de la Déportation. Ce sera notre retour en Acadie plus de 200 ans après.»

C'est avec tout l'enthousiasme qu'on lui connaît que l'ancien ministre Marcel Léger parle de cette grande réunion prévue pour 1994 et à laquelle devraient participer des dizaines de milliers d'Acadiens, représentants de la diaspora autant que résidents actuels de la vieille Acadie.

L'ancien membre du gouvernement de René Lévesque, de toute évidence, ne peut pas vivre sans servir de cause. On sait avec quel entrain il a défendu pendant des années l'option de l'indépendance du Québec. Après son départ de l'Assemblée nationale au début de 1986, il a travaillé pendant un an pour la Fondation des sourds. On le voit ensuite à la section francophone du bureau canadien d'Amnistie internationale, dont il occupa aussi pendant un an le poste de directeur général. Depuis l'automne 1988, il est président de la Fédération des Acadiens du Québec.

«Ma fierté de mes origines acadiennes est relativement nouvelle, explique M. Léger. Il y a environ huit ans, je suis allé en Acadie avec mes enfants et me suis mis à courailler des noms acadiens. Aujourd'hui, je peux dire que j'ai deux flammes: le Québec et l'Acadie.»

L'engouement qu'il éprouve pour tout ce qui est acadien, M. Léger dit le retrouver chez de nombreux autres Québécois ayant des ancêtres acadiens. «Pour bien des gens du Québec, dit-il, aller en vacances au Nouveau-Brunswick est plus qu'un plaisir: c'est comme aller à la Mecque pour un musulman!»

Selon M. Léger, il n'est pas exagéré de dire qu'il existe de trois à quatre millions d'Acadiens à travers le monde. «Au Québec seulement, dit-il, nous sommes près d'un million de personnes de descendance ou d'origine acadienne, un nombre plus élevé que celui des Acadiens actuels. Il y a aussi, au moins un million d'Acadiens en Louisiane ainsi que dans les États de la Nouvelle-Angleterre. On en trouve également en France, en Angleterre et d'autres pays, encore.»

M. Léger estime qu'environ 50 000 personnes pourraient participer au congrès mondial acadien de 1994, dont pratiquement toute la préparation reste à faire. «Nous devons, par exemple, encore choisir la région hôte de ce congrès, signale le président de la Fédération des Acadiens du Québec. Quelques régions nous ont déjà présenté leur candidature, dont celles de la Péninsule acadienne, de la République du Madawaska, de Moncton et de Shédiac, qui sont toutes au Nouveau-Brunswick.»

S'il collabore déjà activement aux préparatifs de cet événement, l'ancien ministre québécois travaille également à d'autres «dossiers acadiens». Il y a quelques jours, il mettait ainsi la dernière main à une rencontre qui aura lieu à Montréal aujourd'hui à l'occasion de la Fête nationale des Acadiens, et qui réunira notamment le ministre Claude Ryan et Gil Remillard, le maire de Montréal, Jean Doré, et plusieurs personnalités québécoises d'ascendance acadienne.

Plus tard, le 28 septembre, M. Léger participera à Dieppe, près de Moncton, à la fondation d'un organisme portant le nom de Congrès mondial acadien. Au moins 400 personnes de toutes les régions du Canada, du Nord-Est des États-Unis, de la Louisiane et de la France sont attendues à cette rencontre.

**Cégep de Saint-Laurent**

**VOTRE PC 386 SX ASSEMBLEZ-LE**

Réalisez un rêve à bas prix. Assemblez votre PC 386 SX et apprenez à réparer et à adapter un micro-ordinateur.

Inscription jusqu'au 24 août 1990

FORMATION DES ADULTES • 747-6616

625, boul. Sainte-Croix, Saint-Laurent • Métro Du Collège

POUR DÉVELOPPER DE NOUVELLES COMPÉTENCES

**LA BONNE ADRESSE**

# toyville

## FAITES VOS ACHATS DÈS MAINTENANT

Prix en vigueur du mercredi 15 août au samedi 25 août 1990, dans la limite des stocks disponibles.

### RABAIS SPÉCIAUX POUR LA RENTRÉE

(et autres aubaines courantes)

- 69¢ Paquet de 200 feuilles volantes. 623-132
- 3.99 24 crayons de couleur Laurentien®. 867-259. Cour. 4,99\$
- 3.99 24 marqueurs feutre Laurentien®. 867-226
- 4.99 Reliure "Note Tote" de Hilroy indispensable à l'écolier. 901-264. Cour. 5,99\$
- 1.79 Cahier de 200 feuilles à reliure spirale. 623-165
- 1.49 Reliure de 1 po à plusieurs anneaux aux couleurs phosphorescentes. 623-140
- 99¢ Paquet de 10 crayons HB "Hot Stix". 623-199
- 1.99 Paquet de 12 stylos à bille Bic®. 867-192
- 1.99 Plumier d'écolier Teenage Mutant Ninja Turtles® avec règle et autres. 623-215
- Rabais de 15% À L'ÉCOLIER BIEN ORDONNÉ. Reliure à 3 anneaux et à fermoir Velcro®. Index séparateur compris pour aider les écoliers à garder leurs devoirs selon les matières. Réduit 1.29
- Pochette d'information aux couleurs variées. Achetez-en une pour chaque matière (non illustrée). 623-157. 29¢ chacune
- Aubaines sensationnelles de fournitures d'écolier à partir de 99¢
- Quoiqu'il ait la forme d'une reliure, c'est un véritable plumier d'écolier. (Non illustré) 623-173 2,99\$
- Les écoliers prendront allégrement le chemin de l'école avec leur propre plumier Nintendo®. Comprend, entre autres, règle et taille-crayons. (Non illustré). 623-207 1,99\$
- Ce n'est pas une colle qui gardera les enfants en retenue, mais ce tube de colle Snoopy Glu à l'effigie de Peanuts vous fera rêver aux vacances. (Non illustré). 623-181 99¢
- 99¢ Sac tube en nylon. Une exclusivité de Toyville. 786-998. Cour. 3,99\$
- Se replie pour être rangé dans une case
- 6.99 Boîte à lunch à poignée matelassée Barbie®. 801-282. Cour. 8,99\$
- 4.99 Nécessaire à lunch en nylon isolant. 867-366
- 2.99 Nécessaire à lunch en nylon à prix très avantageux. 611-905. Cour. 4,99\$
- 10.99 Plumier d'écolier Barbie®. 892-067. Cour. 12,99\$
- 3.99 Plumier d'écolier à glissière Barbie®. 892-091. Cour. 5,99\$
- 1.99 Nécessaire à lunch en plastique avec bouteille isolante. 679-860. Cour. 4,99\$
- 3.99 Boîte à lunch à poignée en cordage. 623-124
- Rabais 75% SUPER SAC FOURRE-TOUT AUX COULEURS VIBRANTES
- 19.99 Sac à dos à deux compartiments Barbie®. 261-578. Cour. 24,99\$
- Rabais jusqu'à 60% QUI FERA DE L'HEURE DU LUNCH UNE FÊTE
- 10.99 Sac à dos de luxe Barbie®. Sangles matelassées et pochette à lunch extensible. (Non illustré) 892-174. Cour. 29,99\$ Réduit 24,99\$
- 19.99 Sac d'écolier à bandoulière Barbie®. Courroie réglable. (Non illustré) 261-552. Cour. 27,99\$ Réduit 24,99\$
- 26.99 Sac tout-aller amusant Barbie®. 2 poches et sangles. (Non illustré) 261-560. Cour. 29,99\$ Réduit 26,99\$

**TOYVILLE EST L'ABC DES FOURNITURES SCOLAIRES. IL Y A TOUT EN MAGASIN. VENEZ FAIRE UN TOUR.**

<p><b>TASCHEREAU</b></p> <p>345 boul. Taschereau Greenfield Park, Québec J4V 2H7 (514) 465-3857</p> <p>Heures: lun.-mer. 9h30 - 18h00 jeu.-ven. 9h30 - 21h00 samedi: 9h00 - 17h00</p>	<p><b>TRANSCANADIENNE</b></p> <p>4625 boul. Jean-Talon est St-Leonard Québec H1S 1K3 (514) 374-6680</p> <p>Heures: lun.-mer. 9h30 - 18h00 jeu.-ven. 9h30 - 21h00 samedi: 9h00 - 17h00</p>	<p><b>BOUL. ST-MARTIN</b></p> <p>1545 boul. Le Corbusier Laval Québec H7S 1Z3 (514) 688-8833</p> <p>Heures: lun.-mer. 9h30 - 18h00 jeu.-ven. 9h30 - 21h00 samedi: 9h00 - 17h00</p>
---	---	--

Malgré l'annonce d'une trêve, la violence reprend à Medellin

Agence France-Presse  
BOGOTA

■ Les «Extradables», bras armé du Cartel de Medellin, ont confirmé leur trêve illimitée malgré l'élimination du numéro deux du Cartel, Gustavo Gaviria, mais la violence a repris en Colombie, faisant 14 morts en divers endroits du pays au cours des dernières 48 heures.

«Notre trêve est illimitée et notre désir de paix inébranlable», ont affirmé les «Extradables» dans un communiqué rendu public lundi soir dernier. Cette trêve avait été annoncée une première fois le 27 juillet dernier, l'organisation armée du Cartel souhaitant voir quelle serait l'attitude du nouveau gouvernement de César Gaviria face à l'extradition.

Dans leur message, les «Extradables» affirment avoir jusqu'à présent respecté leur consigne de paix, soulignant que les projets d'attentats contre le président Gaviria déjoués peu de temps avant son investiture il y a une semaine ne sont que «farces et montages».

De même, ils accusent les forces de l'ordre d'avoir froidement assassiné leur chef, Gustavo Gaviria, cousin de Pablo Escobar, et affirment que, contrairement aux affirmations des forces de l'ordre, le numéro deux du Cartel n'a opposé aucune résistance. «Les ordres de capture ont été transformés en ordre d'exécution», déclarent les «Extradables».

Par ailleurs, les «Extradables» laissent entendre que «certaines autorités» agissent de connivence avec le Cartel de la drogue de Cali qui, selon eux, serait responsable de l'assassinat en un an de trois candidats à la présidence. Une sourde lutte, ponctuée d'attentats et de règlements de comptes, oppose depuis plusieurs années les deux principaux Cartels de la drogue colombiens.

Après l'élimination de Gustavo Gaviria, chargé notamment de faire le lien entre Escobar, toujours en fuite, et les autres membres du Cartel, les autorités s'attendaient à une reprise des attentats narco-terroristes, notamment à Medellin où les forces de l'ordre ont été mises en état d'alerte. Le dernier communiqué des «Extradables» a surpris les observateurs, et deux hypothèses sont généralement avancées pour expliquer l'apparente volonté de paix de l'organisation armée du Cartel de Medellin.

Ils pourraient avoir été satisfaits par les déclarations du président César Gaviria sur l'extradition. Le nouveau chef de l'État a en effet déclaré que l'extradition vers les États-Unis des personnes soupçonnées de trafic de drogue serait désormais moins systématique que par le passé. De son côté, le ministre de la justice, Jaime Giraldo, a indiqué que les extraditions seraient étudiées au cas par cas, notamment en ce qui concerne 15 présumés trafiquants actuellement détenus à Bogota.

Selon la deuxième hypothèse, le Cartel de Medellin, pratiquement décapité, à bout de souffle, serait contraint de réclamer la paix.

# L'ÉVÉNEMENT SONATA 1990

## UN VRAI VOL!



SONATA GL 1990

FABRIQUÉ AU QUÉBEC

# 11995\$\*

À ce prix-là, on sait que vous nous volez votre Sonata.

Mais nous sommes complices de votre bonheur d'acquérir la meilleure voiture de sa catégorie au meilleur prix.

## 2000\$ DE RABAIS\*

Programme d'entretien normal  
**GRATUIT**  
3 ans / 60 000 km.

**GARANTIE**  
5 ans / 100 000 km  
Renseignez-vous  
chez les partenaires Hyundai

\*Prix de détail suggéré pour une Sonata GL: (13 995 \$, transport, préparation et taxes en sus), moins 2000 \$ de rabais accordé par Hyundai aux partenaires Hyundai. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre promotion portant sur un prix ou un taux d'intérêt.

VOS PARTENAIRES  
**HYUNDAI**  
On n'a pas fini de vous étonner

### ADRESSES DES CONCESSIONNAIRES HYUNDAI

#### OUEST

Safari Automobiles Inc.  
300, rue Lafleur  
LaSalle 364-3124

Automobiles Ulsan Ltée  
1625, boul. Hymus  
Dorval 683-5702

Jaykai Hyundai  
133, 1ère avenue  
Ile Perrot 453-6363

#### SUD

Les Automobiles Clogin Inc.  
359, rue Laberge  
St-Jean-sur-Richelieu 348-6817

Automobiles Corée Longueuil Ltée  
1680, boul. Marie-Victorin  
Longueuil 670-2080

Seray Auto Inc.  
730, boul. Périgny  
Chambly 443-8557

Hyundai Rive-Sud  
34, boul. Taschereau  
LaPrairie 444-4244

Moteurs Châteauguay  
83, St-Jean-Baptiste  
Châteauguay 692-9630

#### NORD

Auto Hyundai St-Eustache  
885, boul. Arthur Sauvé  
St-Eustache 491-1292

Chomedey Hyundai  
2480, boul. Curé Labelle  
Chomedey 682-6000

Les Automobiles Gagné et Deschamps Inc.  
275, rue Bethany  
Lachute 562-7935

Desmeules Hyundai  
1237, boul. des Laurentides  
Laval 668-6393

Hyundai Rive Nord  
1990, chemin Gascon  
St-Louis-de-Terrebonne 471-7669

Hyundai Auto St-Jérôme  
1180, boul. des Laurentides  
Saint-Antoine 432-4252

Hyundai de Lanaudière  
1165, de Lanaudière  
Joliette 759-7669

#### EST

Pointe-aux-Trembles Hyundai  
12150, rue Sherbrooke est  
Montréal 645-2233

Coiteux Hyundai  
5187, avenue Papineau  
Montréal 521-3201

Hyundai Repentigny  
845, rue Notre-Dame  
Repentigny 582-3182

**HYUNDAI**

Nous vendons des voitures bien pensées.

GRATUIT

DU GRAND CINÉMA  
POUR LES TOUT-PETITS  
Chaque samedi du mois d'août

ENCORE UNE FOLIE  
D'ALEXIS

Alexis, le Lion, invite tous ses amis cinéphiles à venir voir des films extraordinaires à la salle 3 du cinéma Cinéplex Odéon de la Place Alexis Nihon chaque samedi matin, à 10 heures, durant tout le mois d'août!

La programmation, conçue spécialement pour les tout-petits et les plus grands, a de quoi en mettre pleins les yeux.

À l'horaire:

18 août:  
"Tous les chiens vont au paradis"

25 août:  
"Teenage mutant Ninja Turtles".

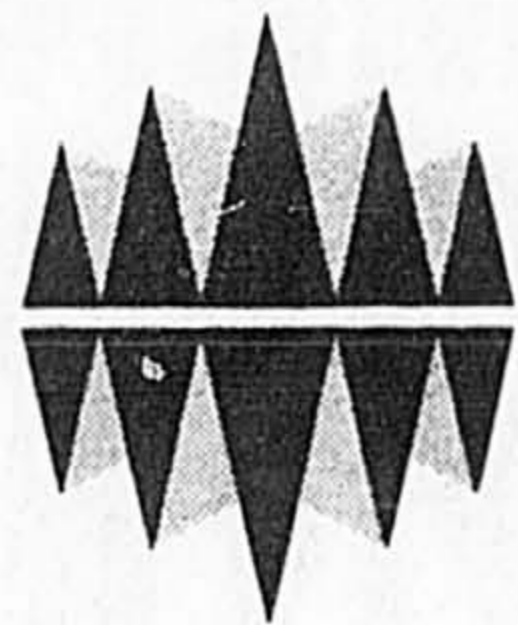
Et croyez-le ou non, ces représentations sont gratuites. Arrivez tôt car les places sont limitées.



PLACE  
*Alexis Nihon*



C'est  
mon  
collège



C O L L È G E  
MARIE-VICTORIN

# PORTES OUVERTES 21 AOÛT

## ENSEIGNEMENT AUX ADULTES

### TECHNIQUES ADMINISTRATIVES

Le programme Techniques administratives, option finance, répondra à vos attentes:

- il vous permettra de participer à la gestion des affaires
- il vous habilitera à travailler au sein de diverses entreprises industrielles et commerciales, au sein des diverses organisations de crédit et dans les compagnies d'assurance. Le secteur public et parapublic constitue également un secteur d'emploi vaste et diversifié.

LE PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE EN TECHNIQUES ADMINISTRATIVES, OPTION FINANCE, EST OFFERT LE SOIR:

LES COURS ONT LIEU DE 18 H 30 À 21 H 20

Examen d'admission: le samedi 25 août

### SERVICES DE GARDE ÉDUCATION SPÉCIALISÉE TRAVAIL SOCIAL

VOUS SOUHAITEZ TRAVAILLER...

- auprès de la petite enfance?
- auprès de personnes en situation d'inadaptation?
- auprès de personnes présentant des difficultés d'adaptation psychosociale?

Les programmes de formation professionnelle en

- techniques d'Éducation en services de garde
- techniques d'Éducation spécialisée
- techniques de Travail social

répondront à vos attentes.

Chacun de ces programmes vise des objectifs de formation particuliers qui vous permettront de travailler dans les organismes habilités à intervenir auprès des personnes concernées.

CES PROGRAMMES DE FORMATION PROFESSIONNELLE SONT OFFERTS, SELON LE CAS, LE JOUR, EN FIN D'APRÈS-MIDI ET LE SOIR.

Examen d'admission: le samedi 25 août

RENCONTRE D'INFORMATION,  
VISITE DES LOCAUX  
ET DEMANDE D'ADMISSION:

le mardi 21 août 1990,  
de 16 h 30 à 21 h

7000, rue Marie-Victorin,  
Montréal, Qc H1G 2J6  
(stationnement gratuit)

### MUSIQUE

Le programme Musique répondra à vos attentes:

- il complètera votre formation de base
- il vous permettra de développer vos habiletés et votre talent
- il vous permettra de poursuivre des études supérieures en musique ou des études universitaires dans divers domaines

LE PROGRAMME DE FORMATION GÉNÉRALE EN MUSIQUE EST OFFERT LE SOIR ET LE JOUR.

Examen d'admission: le samedi 25 août

### SCIENCES HUMAINES ARTS ET LETTRES

Les programmes Sciences humaines et Arts et Lettres répondront à vos attentes:

- ils complèteront votre formation de base
- ils vous permettront d'accéder à des études universitaires

LE PROGRAMME SCIENCES HUMAINES EST OFFERT LE JOUR ET LE SOIR.

LE PROGRAMME ARTS ET LETTRES EST OFFERT LE SOIR.

Examen d'admission: le samedi 25 août

### TECHNIQUES DU VÊTEMENT

Le programme techniques du Vêtement répondra à vos attentes:

- il vous habilitera à travailler dans l'industrie du vêtement
- il vous permettra de jouer un rôle dans l'évolution de la mode

LE PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE EN TECHNIQUES DU VÊTEMENT EST OFFERT: LE JOUR, EN FIN D'APRÈS-MIDI, LE SOIR

Examen d'admission: le samedi 25 août

### ÉTUDIEZ VOTRE LANGUE OU UNE LANGUE SECONDE

L'enseignement du français ou de l'italien, en tant que langue d'origine ou en tant que langue seconde, de même que l'enseignement de l'anglais répondra à vos attentes. De plus, un tel apprentissage vous permettra:

- de compléter votre formation de base
- d'élargir vos horizons
- d'augmenter vos chances d'emploi

LES COURS DE LANGUE SONT PRINCIPALEMENT OFFERTS LE SOIR, DE 18 H 30 À 21 H 20;

CERTAINS COURS ONT ÉGALEMENT LIEU LE JOUR.



# 328-3800